

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 993

5 avril 2016

SOMMAIRE

2 D Sàrl	47622	Peinture-Décor Seiler S.à r.l.	47627
Agenotec Group S.à r.l.	47623	QUBUS Immobilier S.à r.l.	47623
Corado S.A.	47625	Résidence Nicole	47627
Cresta S.C.A.	47620	Rocket Internet Capital Partners Founder SCS	47664
CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A., SICAV-FIS	47620	TRT Investments S.A.	47628
CSAM Luxembourg S.A.	47618	Tungsten Partners S.A.	47621
CSCP Credit Acquisition Holdings Luxco Sàrl	47618	VEDF (Luxembourg) P10 S.à r.l.	47621
CSCP Credit Holdings Luxco S.à r.l.	47618	VEDF (Luxembourg) P11 S.à r.l.	47625
CSCP II Acquisition Luxco S.à r.l.	47619	VEDF (Luxembourg) P12 S.à r.l.	47621
CSCP II Holdings Luxco S.à r.l.	47619	VEDF (Luxembourg) P1 S.à r.l.	47627
Delemontes Luxembourg S.A.	47625	VEDF (Luxembourg) P2 S.à r.l.	47624
DermaScience S. à r.l.	47659	VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l.	47623
Ferromin S.A.	47626	VEDF (Luxembourg) P4 S.à r.l.	47623
Finance Properties Investments S.A.	47619	VEDF (Luxembourg) P5 S.à r.l.	47622
gpp S.à r.l.	47622	VEDF (Luxembourg) P6 S.à r.l.	47622
JS Holding AG	47629	VEDF (Luxembourg) P7 S.à r.l.	47624
JS Holding GmbH	47629	VEDF (Luxembourg) P8 S.à r.l.	47625
Kodama S.A.	47621	VEDF (Luxembourg) P9 S.à r.l.	47626
Mercer PE General Partner S.à r.l.	47664	Vedf (Luxembourg) SubHoldco S.à r.l.	47626
Neuwup 2 S.à r.l.	47638	Vedf (Luxembourg) UK 1 Sàrl	47627
Neuwup 3 S.à r.l.	47649	VRWAY Communication S.A.	47628
Partech	47626	Zebra Luxco III S.à.r.l.	47624
		Zencap Poland S.C.Sp.	47620

CSCP Credit Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 180.446.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société la décision suivante (traduction libre):

- d'accepter la démission des personnes suivantes avec effet immédiat:

* Anita Lyse, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société;

- de nommer la personne suivante avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Yasemin Bulut, née le 18 mai 1984 à Charleville-Mezieres, résidant professionnellement au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016058594/18.

(160018601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

CSCP Credit Acquisition Holdings Luxco Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 151.142.

—
Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 26 janvier 2016

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société la décision suivante (traduction libre):

- d'accepter la démission des personnes suivantes avec effet immédiat:

* Anita Lyse, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société;

- de nommer la personne suivante avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Yasemin Bulut, née le 18 mai 1984 à Charleville-Mezieres, résidant professionnellement au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016058595/18.

(160018606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

CSAM Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7312 Mullendorf, 37, rue des Champs.

R.C.S. Luxembourg B 105.580.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège de la société le 31 décembre 2015

- L'Assemblée décide de clôturer la liquidation de la société à la date du 31 décembre 2015;

- L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés au siège de la société pendant une période de cinq années, à partir de la date de publication de la clôture de liquidation de la société dans le Mémorial C, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

CSAM Luxembourg SA

Un mandataire

Référence de publication: 2016058593/18.

(160019860) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

CSCP II Acquisition Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 166.367.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 26 janvier 2016

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société la décision suivante (traduction libre):

- d'accepter la démission des personnes suivantes avec effet immédiat:

* Anita Lyse, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société;

- de nommer la personne suivante avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Yasemin Bulut, née le 18 mai 1984 à Charleville-Mezieres, résidant professionnellement au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016058596/18.

(160018607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

CSCP II Holdings Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 166.353.

Extrait des résolutions de l'Associé Unique prises en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions écrites de l'Associé Unique de la Société la décision suivante (traduction libre):

- d'accepter la démission des personnes suivantes avec effet immédiat:

* Anita Lyse, en qualité de Gérant de catégorie B de la Société;

- de nommer la personne suivante avec effet immédiat et pour une durée indéterminée:

* Yasemin Bulut, née le 18 mai 1984 à Charleville-Mezieres, résidant professionnellement au 25C, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de Gérant de catégorie A de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016058597/18.

(160018600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Finance Properties Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 93.532.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait de la résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue au siège de la société le 31 décembre 2015

- L'Assemblée décide de clôturer la liquidation de la société à la date du 31 décembre 2015;

- L'Assemblée décide que les livres et documents sociaux de la Société seront déposés et conservés au siège de la société pendant une période de cinq années, à partir de la date de publication de la clôture de liquidation de la société dans le Mémorial C, Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

FINANCE PROPERTIES INVESTMENTS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2016058683/18.

(160019404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Cresta S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 144.569.

Résolutions du gérant associé commandité du 16 octobre 2015

Le gérant associé commandité de la Société a pris les résolutions suivantes:

- Le gérant accepte la démission de Madame Carole GIOVANNACCI, membre du conseil de surveillance, commissaire aux comptes, et décide de nommer en remplacement:

Madame Ariette Siebenaler, né le 27 juillet 1958 à Ettelbruck, ayant son adresse professionnelle au 6, Avenue Guillaume, 1650 Luxembourg jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021

- Prolongation des mandats des membres du conseil de surveillance, commissaires aux comptes, Madame Natalya Yarova et Monsieur Michael Ernzerhof jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2021,

De tous ce que dessus, le Gérant associé commandité a dressé les présentes résolutions qu'il a signées après lecture.

Ces résolutions sont effectives au 16/10/2015.

CFN (Management) S.à r.l.

Représenté par Emile WIRTZ

Associé commandité

Référence de publication: 2016058590/20.

(160018841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

CROWN PREMIUM Private Equity V Europe plus North America S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 163.379.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Generalversammlung vom 18. Juni 2015

Am 18. Juni 2015 um 16:30 Uhr kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse gefasst:

Die Versammlung beschließt, die Wirtschaftsprüfungsgesellschaft PricewaterhouseCoopers Société coopérative für die Prüfung des Geschäftsjahres 2015 zu bestellen, bis zum Ablauf der im Jahr 2016 stattfindenden ordentlichen Generalversammlung.

Nach der Kenntnisnahme der Niederlegung des Amtes als Verwaltungsratsmitglied von Herrn Rüdiger von Kollmann, stimmt die Versammlung dem Vorschlag des Verwaltungsrates zu, Herrn Markus Landes, geboren am 06.12.1973 in Altenerding, Deutschland, beruflich ansässig in Nördliche Münchener Straße 9c, 82031 Grünwald, Deutschland, vorbehaltlich der Genehmigung der CSSF, für einen Zeitraum bis zur im Jahr 2018 stattfindenden ordentlichen Generalversammlung, zum Verwaltungsratsmitglied zu wählen.

Luxembourg, den 20. Oktober 2015.

WARBURG INVEST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2016058591/21.

(160019051) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Zencap Poland S.C.Sp., Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 184.992.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des décisions des associés de la Société en date du 30 décembre 2015, que la liquidation de la Société, décidée en date du 30 décembre 2015, a été clôturée et que la Société a définitivement cessé d'exister. Les livres et documents sociaux de la Société sont déposés et conservés pour une période de cinq ans au 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Luxembourg, le 25 janvier 2016.

Référence de publication: 2016059286/13.

(160019368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

VEDF (Luxembourg) P10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 199.500.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionné de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059239/17.

(160018791) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

VEDF (Luxembourg) P12 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 199.504.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionné de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059241/17.

(160018789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Kodama S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 92, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 145.402.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016064572/10.

(160025907) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Tungsten Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 79, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 172.564.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016064876/10.

(160026385) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

VEDF (Luxembourg) P5 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 187.213.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016059245/17.

(160018796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.**VEDF (Luxembourg) P6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 187.211.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016059246/17.

(160018795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.**2 D Sarl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4734 Pétange, 21, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 166.840.

—
Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064923/10.

(160025914) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

gpp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9186 Stegen, 1, Dikricherstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 168.050.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016064933/10.

(160026868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

VEDF (Luxembourg) P3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 180.741.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059243/17.

(160018798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

VEDF (Luxembourg) P4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 187.212.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059244/17.

(160018797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Agenotec Group S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5675 Burmerange, 4, rue Jean Hengen.
R.C.S. Luxembourg B 167.703.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016064954/10.

(160026895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

QUBUS Immobilier S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4735 Pétange, 59, rue Jean-Baptiste Gillardin.
R.C.S. Luxembourg B 152.047.

—
Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016064762/10.

(160026138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

VEDF (Luxembourg) P2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 179.786.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionné de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016059242/17.

(160018799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.**VEDF (Luxembourg) P7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 196.915.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionné de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2016059247/17.

(160018794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.**Zebra Luxco III S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 195.756.

Extrait des résolutions prises par les associés en date du 19 janvier 2016

1. M. Christophe-Emmanuel SACRE a démissionné de son mandat de gérant B.
2. M. Pierre CLAUDEL a démissionné de son mandat de gérant B.
3. M. Stephen Michael PIERCEY a démissionné de son mandat de gérant A.
4. M. Todd NAUGHTON a démissionné de son mandat de gérant A.
5. M. Michael John DENNEN, né en Illinois (États-Unis d'Amérique), en date du 3.9.1965, demeurant à 814, Dean Avenue, Highland Park, 60035 Illinois (États-Unis d'Amérique) a été nommé comme gérant A pour une durée indéterminée.
6. M. Tony WHITEMAN, né à Hamilton (Nouvelle Zélande), le 24 mai 1969, demeurant à 14, rue Jean Mercatoris, L-7237 Helmsange (Grand-Duché de Luxembourg), a été nommé comme gérant B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 28.1.2016.

Pour extrait sincère et conforme

*Pour Zebra Luxco III S.à r.l.**Un mandataire*

Référence de publication: 2016059281/20.

(160018585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

VEDF (Luxembourg) P11 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 199.502.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059240/17.

(160018790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

VEDF (Luxembourg) P8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 196.917.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059248/17.

(160018793) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Corado S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 158.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CORADO S.A.

Référence de publication: 2016065128/10.

(160027430) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

Delemontes Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3961 Ehlange, 7A, Am Brill.
R.C.S. Luxembourg B 60.758.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016065156/10.

(160027584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

VEDF (Luxembourg) P9 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 196.919.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059249/17.

(160018792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Vedf (Luxembourg) SubHoldco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 190.592.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059250/17.

(160018788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Ferromin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 107.680.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016065205/10.

(160026835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

Partech, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 21, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 139.187.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016065483/10.

(160026887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

VEDF (Luxembourg) P1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 179.776.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059238/17.

(160018800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Vedf (Luxembourg) UK 1 Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 914.980,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 104.780.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016

Il résulte des décisions prises par l'associé unique en date du 25 janvier 2016:

- Madame Claire Treacy a démissionnée de son poste de gérant de classe B.
- Monsieur Neil Robertson, avec adresse au 64, North Row, London, W1K 7DA, UK est élu par l'associé unique comme gérant de classe B avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016059251/17.

(160018787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Peinture-Décor Seiler S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7653 Heffingen, 8, Um Beil.
R.C.S. Luxembourg B 81.407.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016065491/10.

(160026894) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

Résidence Nicole, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 156.747.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RESIDENCE NICOLE S.à r.l.

Référence de publication: 2016065522/10.

(160027201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

VRWAY Communication S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 132.690.

—
Extrait des résolutions prises lors des CA du 19.11.2015

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration de la Société VRWAY COMMUNICATION SA en date du 19.11.2015

Que les nominations suivantes ont été votées à l'unanimité:

1) Changement code postale et localité de Monsieur Fulvio Antonio GOBBO, entrepreneur, né le 14 janvier 1962 à BUSTO ARSIZIO (ITALIE), demeurant à IT-24080 DORMELLETTA TICINO (ITALIE), Corso Cavour 1

2) Nomination de Maître Andrea Leo BARDI, avocat, né le 30 mars 1968 à MILAN (ITALIE), demeurant à IT-20124 MILAN (ITALIE), Via Luigi Settembrini 29, aux fonctions d'administrateur, avec effet immédiat.

3) Nomination de Maître Cristiano RIZZI, avocat, né le 3 janvier 1971 à BERGAMO (ITALIE), demeurant à 100028 BEIJING (CHINE), 19/F, Golden Tower, n°1, Xibahe South Road, Chaoyang District, aux fonctions d'administrateur, avec effet immédiat.

4) Nomination de Monsieur Massimiliano Francesco CICCHINELLI, banquier, né le 17 Avril 1966 à ROGLIANO (ITALIE), demeurant à IT-20146 MILAN (ITALIE), Via Mario Donati 10, aux fonctions d'administrateur, avec effet immédiat.

5) Nomination de Monsieur Vincenzo TETI, Réviseur, né le 2 Septembre 1968 à TERMOLI (ITALIE), demeurant à IT-42124 REGGIO EMILIA (ITALIE), Via Alfano 2/1, aux fonctions d'administrateur, avec effet immédiat.

Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2016059261/27.

(160019392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

TRT Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1247 Luxembourg, 4-6, rue de la Boucherie.
R.C.S. Luxembourg B 86.497.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 4 janvier 2016.

Résolutions:

L'Assemblée décide, avec effet immédiat, de transférer le siège social de la Société du 50, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg, au 4-6, rue de la Boucherie, L-1247 Luxembourg.

L'Assemblée décide d'accepter, avec effet immédiat, les démissions des administrateurs MM. Martin Rutledge et Patrick Haller et Mme Christine Picco.

L'assemblée décide d'accepter avec effet immédiat la démission d'International Corporate Services (Luxembourg) Sarl de son poste de commissaire aux comptes.

L'Assemblée nomme comme nouveaux administrateurs:

- Monsieur Hassane Diabate, demeurant professionnellement au 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
- Madame Florence Bouquard, demeurant professionnellement au 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;
- Madame Nadia Barrique, demeurant professionnellement au 21, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

Les nouveaux administrateurs achèveront les mandats de leurs prédécesseurs.

L'Assemblée nomme comme nouveau commissaire aux comptes:

- Comptassit S.A., ayant son siège social 12, rue de Bastogne, L-1217 Luxembourg;

Le nouveau Commissaire aux comptes achèvera le mandat de son prédécesseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRT INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2016059214/27.

(160019608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

**JS Holding GmbH, Société à responsabilité limitée,
(anc. JS Holding AG).**

Capital social: EUR 131.000,00.

Siège social: L-5440 Remerschen, 34, route du Vin.
R.C.S. Luxembourg B 148.726.

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am achtundzwanzigsten Dezember.

Vor Uns, Maître Martine SCHAEFFER, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

Herr Jérôme SCHÜSSLER, Geschäftsmann, geboren in Saarbrücken (Bundesrepublik Deutschland) am 27. April 1975 und wohnhaft in Am Tannenwald 4, D-66459 Kirkel.

Der alleinige Aktionär hat den unterzeichneten Notar ersucht festzuhalten, dass:

I. er der alleinige Aktionär von "JS Holding AG", eine Aktiengesellschaft (société anonyme), mit Sitz in 34, Route du Vin, L- 5440 Remerschen, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 148.726, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Maître Jean SECKLER, Notar mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg, am 30. September 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2164 vom 5. November 2009, ist. Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert gemäß Urkunde aufgenommen durch denselben Notar, am 11. Juli 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2158 vom 14. September 2011.

II. aus der Bilanz der Gesellschaft hervorgeht, dass das Nettovermögen der Gesellschaft zum 31. Oktober 2015 mindestens dem Wert des Stammkapitals der Gesellschaft entspricht. Eine Ausfertigung jener Bilanz, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die Bevollmächtigten der erschienenen Parteien und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen;

III. aus einer von der Gesellschaft ausgestellten Bescheinigung vom 28. Dezember 2015 unter anderem hervorgeht, dass der Nettovermögenswert der Gesellschaft auf fünf Millionen zweihundertneunundsechzigtausend vierhundertfünfzehn Euro und siebenundneunzig Cent (5.269.415,97 EUR) geschätzt wird und dass seit dem Bilanzstichtag und zum heutigen Tag keine wesentlichen Änderungen an den Geschäftstätigkeiten und Belangen der Gesellschaft eingetreten sind, die dazu führen würden, dass die Bilanz vom 31. Oktober 2015 in wesentlicher Hinsicht unzutreffend geworden wäre und die Lage der Gesellschaft zum Datum der vorliegenden Urkunde nicht wahrheitsgetreu wiedergeben würde. Eine Ausfertigung jener Bescheinigung, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch die erschienene Partei und den unterzeichnenden Notar, wird der vorliegenden Urkunde zur Registrierung beigefügt und ist zeitgleich bei den Registrierbehörden einzureichen.

IV. dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

1. Umwandlung der Form der Gesellschaft von einer Aktiengesellschaft („société anonyme“) in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) basierend auf einer Basis der Aktiva und Passiva Situation zum 31. Oktober 2015 und eines Bewertungszertifikates der Verwaltungsratsmitglieder vom 28. Dezember 2015, hinsichtlich der Eigenmittel (Situation Aktiva und Passiva) der Gesellschaft;

2. Bezugnehmend auf die Umwandlung der Gesellschaft von einer Aktiengesellschaft („société anonyme“) in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“), Abänderung des Namens der Gesellschaft in „JS Holding GmbH“;

3. Anpassung der Satzung der Gesellschaft an die neue Form der Gesellschaft und gesamtheitliche Umgestaltung der Satzung der Gesellschaft;

4. Bestimmung von einem alleinigen Geschäftsführer an Stelle des abtretenden alleinigen Verwaltungsratsmitgliedes; Feststellung der Abtretung des Kommissars;

5. Verlegung des Gesellschafts- und Verwaltungssitzes in die Bundesrepublik Deutschland, ohne Auswirkungen auf die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft, aus buchhalterischer Sicht mit Wirkung zum 1. Januar 2016 und demzufolge wird die tatsächliche Geschäftsführung ab diesem Datum von Deutschland aus erfolgen;

6. Einrichtung des Gesellschafts- und Verwaltungssitzes unter Am Tannenwald 4, D-66459 Kirkel, Bundesrepublik Deutschland;

7. Genehmigung der Eröffnungsbilanz der Gesellschaft als deutsche Gesellschaft, Bestätigung bezüglich des Nettovermögens der Gesellschaft und des Stammkapitals der Gesellschaft und Bestätigung, dass sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft einschränkungslos und in vollem Umfang im Eigentum der Gesellschaft verbleiben und die Gesellschaft weiterhin ihre Vermögenswerte innehaben und an sämtliche ihrer Verbindlichkeiten und Verpflichtungen gebunden sein wird;

8. Genehmigung, dass die Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Firma „JS Holding GmbH“ tätig wird.

9. Genehmigung, dass das Stammkapital der Gesellschaft auf einhunderteinunddreißigtausend Euro (131.000.- EUR), aufgeteilt in einhunderteinunddreißig (131) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000.- EUR), alle vollständig gezeichnet und eingezahlt durch Herrn Jérôme SCHÜSSLER;

10. Änderung der Satzung der Gesellschaft, damit diese den in der Bundesrepublik Deutschland geltenden gesellschaftsrechtlichen Vorschriften erfüllt;

11. Bestätigung des Mandates von Herrn Jérôme SCHÜSSLER als einziger Geschäftsführer der Gesellschaft für einen unbefristeten Zeitraum, und seiner Alleinvertretungsbefugnis, sowie seiner Befreiung von den Beschränkungen des § 181 des deutschen Bürgerlichen Gesetzbuchs (BGB);

12. Übertragung von Befugnissen; und

13. Verschiedenes.

Sodann hat die erschienene Partei den unterzeichneten Notar ersucht folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der alleinige Aktionär beschließt, die Form der Gesellschaft ohne Abänderung der juristischen Person abzuändern und die Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) anzunehmen.

Das gezeichnete Kapital sowie die Rücklagen bleiben unverändert bestehen, des Weiteren wie alle weiteren Aktiva und Passiva, Abschreibungen, Minderungs- oder Mehrheitswerte und die Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) wird die Eintragungen sowie die Buchhaltung der Aktiengesellschaft fortführen. Die Umwandlung der Gesellschaft erfolgt auf Basis der Aktiva und Passiva Situation der Gesellschaft zum 31. Oktober 2015 sowie eines Bewertungszertifikates der Verwaltungsratsmitglieder vom 28. Dezember 2015,

wobei ein Exemplar dieser Aktiva und Passiva Situation sowie des Bewertungszertifikates, gegenwärtiger Urkunde beigegeben werden, um mit ihr einregistriert zu werden.

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft nach Umwandlung beträgt einhunderteinunddreißigtausend Euro (131.000.- EUR), aufgeteilt in einhunderteinunddreißig (131) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000.- EUR).

Alle einhunderteinunddreißig (131) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000.- EUR) sind vollständig gezeichnet und eingezahlt durch Herrn Jérôme SCHÜSSLER.

Alle Geschäftsvorgänge der Aktiengesellschaft („société anonyme“) sind ab dem heutigen Datum als durch die Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) vorgenommen anzusehen, insbesondere hinsichtlich der Erstellung der Gesellschaftskonten.

Zweiter Beschluss

Bezugnehmend auf die Umwandlung der Gesellschaft von einer Aktiengesellschaft („société anonyme“) in eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“), beschließt der alleinige Gesellschafter den Namen der Gesellschaft in „JS Holding GmbH“ abzuändern.

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, die Satzung der Gesellschaft an die neue Form der Gesellschaft anzupassen und beschließt somit die gesamtheitliche Umgestaltung der Satzung wie folgt:

„I. Zweck, Dauer, Name, Sitz

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung nach Luxemburger Recht (nachstehend die „Gesellschaft“) gegründet, die durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neueste Fassung, sowie durch nachstehende Satzung geregelt wird.

Art. 2. Der Name der Gesellschaft lautet „JS Holding GmbH“. Die Dauer der Gesellschaft ist unbefristet.

Art. 3. Der Zweck der Gesellschaft ist die Erbringung von entgeltlichen Dienstleistungen, insbesondere Managementleistungen an verbundene Unternehmen und Tochterunternehmen.

Die Gesellschaft kann Patente, Patentrechte, Marken, Warenzeichen, Lizenzen und andere Immaterialgüterrechte erwerben, verwerten und veräußern.

Der Zweck der Gesellschaft ist ebenfalls die Beteiligungsnahme in jeglicher Form in Luxemburger und ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und die Entwicklung dieser Beteiligungen.

Sie kann ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Verwertung und Abwicklung eines Portfolios, welcher sich zusammensetzt aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten und sie durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst wie veräußern.

Die Gesellschaft kann den Unternehmen, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist, jegliche Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse oder Garantien gewähren.

Weiterhin kann die Gesellschaft sowohl in Luxemburg als auch im Ausland gelegene Immobilien erwerben, belasten, halten, verwalten, verwerten und veräußern.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft alle industriellen, kommerziellen, finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen Handlungen ausüben, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können.

Art. 4. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Remerschen, Großherzogtum Luxemburg.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen und Tochtergesellschaften, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

II. Gesellschaftskapital, Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt einhunderteinunddreißigtausend Euro (131.000.- EUR), aufgeteilt in einhunderteinunddreißig (131) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000.- EUR).

Jeder Anteil gewährt jeweils ein Stimmrecht bei ordentlichen und außerordentlichen Gesellschafterversammlungen.

Art. 6. Die Änderung des Gesellschaftskapitals bedarf der Zustimmung der Mehrheit der Gesellschafter wobei diese Mehrheit drei Viertel des Kapitals vertreten muss.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Anteil an. Miteigentümer eines einzelnen Anteils müssen eine Person ernennen, die beide gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 8. Rechtsgeschäftliche Verfügungen eines Gesellschafters über seinen Gesellschaftsanteil oder Teilen hiervon bedürfen zu ihrer Wirksamkeit eines zustimmenden Beschlusses aller anderen Gesellschafter.

Art. 9. Gläubiger oder Rechtsnachfolger der Gesellschafter dürfen unter keinen Umständen Siegel an Vermögensgegenständen oder Dokumenten der Gesellschaft anbringen.

Art. 10. Der Tod, die Insolvenz oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

III. Geschäftsführung

Art. 11. Die Gesellschaft wird geführt durch einen oder mehrere Geschäftsführer. Die Geschäftsführer müssen nicht Gesellschafter sein.

Die Geschäftsführer werden von der Gesellschafterversammlung ernannt. Die Gesellschafterversammlung bestimmt auch die Dauer ihres Mandates. Die Geschäftsführer können jederzeit, ohne Angabe von Gründen aus ihren Funktionen entlassen werden.

Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtmäßig vertreten durch die alleinige Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder im Falle von mehreren Geschäftsführern durch die gemeinsame Unterschrift von zwei (2) Geschäftsführern.

Die Geschäftsführer sind von etwaigen Beschränkungen des Selbstkontrahierens befreit. Vollmachten werden durch die Geschäftsführer privatschriftlich oder aufgrund notariell beglaubigter Urkunde erteilt.

Art. 12. Durch den Tod oder den Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchem Grund auch immer, wird die Gesellschaft nicht aufgelöst.

Art. 13. Es besteht keine persönliche Haftung der Geschäftsführer für Verbindlichkeiten, die sie vorschriftsmäßig im Namen der Gesellschaft eingehen. Als Bevollmächtigte sind sie lediglich für die Ausübung ihres Mandates verantwortlich.

IV. Entscheidungen der Gesellschafter, Gesellschafterversammlung

Art. 14. Jeder Gesellschafter kann an den Gesellschafterversammlungen der Gesellschaft teilnehmen, unabhängig von der Anzahl der in seinem Eigentum stehenden Anteile. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile besitzt oder vertritt.

Art. 15. Die Beschlüsse der Gesellschafter sind nur rechtswirksam, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten. Die Abänderung der Satzung benötigt die Zustimmung

- (i) der einfachen Mehrheit der Gesellschafter,
- (ii) die wenigstens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten.

Art. 16. Sollte die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter haben, so übt dieser die Befugnisse aus, die der Gesellschafterversammlung gemäß Sektion XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, neueste Fassung, zustehen.

V. Geschäftsjahr, Konten, Gewinnausschüttungen

Art. 17. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 18. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, bis diese zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht hat. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung. Jeder Gesellschaftsanteil berechtigt zur proportionalen Beteiligung an den Nettoaktiva sowie den Gewinnen und Verlusten der Gesellschaft.

VI. Gesellschaftsauflösung, Liquidation

Art. 19. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Die Gesellschafterversammlung legt Befugnisse und Vergütungen der Liquidatoren fest. Die Liquidatoren haben alle Befugnisse zur Verwertung der Vermögensgüter und Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Der nach Begleichung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft bestehende Überschuss wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu dem ihnen zustehenden Kapitalanteil aufgeteilt.“

Vierter Beschluss

Die folgende Person, tritt mit Wirkung zum heutigen Tag von ihrem Amt als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft zurück:

Herr Jérôme SCHÜSSLER. Des Weiteren stellt der alleinige Gesellschafter fest, dass der Kommissar der Gesellschaft G.T. Fiduciaires S.A., ebenfalls von seinem Amt zurücktritt.

Der alleinige Gesellschafter erteilt dem Verwaltungsratsmitglied sowie dem Kommissar volle und einheitliche Entlastung für die Ausführung ihrer Mandate als Verwaltungsratsmitglied und Kommissar der Gesellschaft, bis zum heutigen Tag.

Fünfter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, die Zahl der Geschäftsführer auf einen (1) festzulegen.

Folgende Person wird zum alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft auf unbestimmte Zeit ernannt:

Herr Jérôme SCHÜSSLER, Geschäftsmann, geboren in Saarbrücken (Bundesrepublik Deutschland) am 27. April 1975 und wohnhaft in Am Tannenwald 4, D-66459 Kirkel.

Sechster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, den Gesellschafts- und Verwaltungssitzes in der Bundesrepublik Deutschland, gemäß dieser notariellen Urkunde, ohne Auswirkungen auf die Rechtspersönlichkeit der Gesellschaft, einzurichten.

Die Sitzverlegung wird aus buchhalterischer Sicht mit Wirkung zum 1. Januar 2016 wirksam und demzufolge wird die tatsächliche Geschäftsführung ab diesem Datum von Deutschland aus erfolgen. Gegenüber Dritten wird die Sitzverlegung erst nach Abhaltung der außerordentlichen Generalversammlung welche in Deutschland abgehalten wird und die Sitzverlegung bestätigt, wirksam.

Siebter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, den Gesellschafts- und Verwaltungssitzes unter Am Tannenwald 4, D-66459 Kirkel, Bundesrepublik Deutschland, einzurichten.

Achter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, die Eröffnungsbilanz der Gesellschaft als deutsche Gesellschaft zu genehmigen.

Der alleinige Gesellschafter beschließt zu bestätigen, dass sich das Nettovermögen der Gesellschaft, gemäß vorgenannter Bilanz, auf fünf Millionen zweihundertneunundsechzigtausend vierhundertfünfzehn Euro und siebenundneunzig Cent (5.269.415,97 EUR) und das Stammkapital der Gesellschaft sich auf einhunderteinunddreißig-tausend Euro (131.000.-EUR), aufgeteilt in einhunderteinunddreißig (131) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000.-EUR), beläuft.

Der alleinige Gesellschafter beschließt zu bestätigen, dass sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft einschränkungslos in vollem Umfang im Eigentum der Gesellschaft bleiben und die Gesellschaft auch in Zukunft sämtliche ihrer Vermögenswerte innehaben und an ihre Verbindlichkeiten und Verpflichtungen gebunden sein wird.

Neunter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt zu genehmigen, dass die Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland als Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Firma "JS Holding GmbH" tätig wird.

Zehnter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt zu genehmigen, dass das Stammkapital der Gesellschaft auf einhunderteinunddreißigtausend Euro (131.000.- EUR), aufgeteilt in einhunderteinunddreißig (131) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000.- EUR) festgesetzt ist.

Alle einhunderteinunddreißig (131) Geschäftsanteile im Nennwert von jeweils eintausend Euro (1.000.- EUR) sind vollständig gezeichnet und eingezahlt durch Herrn Jérôme SCHÜSSLER, vorbenannt.

Elfter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, die Satzung der Gesellschaft zu ändern, damit diese die in der Bundesrepublik Deutschland geltenden gesellschaftsrechtlichen Vorschriften erfüllt. Die Satzung der Gesellschaft hat nunmehr folgenden Wortlaut:

„§ 1. Firma und Sitz der Gesellschaft.

- (1) Die Firma lautet: JS Holding GmbH
- (2) Sitz der Gesellschaft ist Am Tannenwald 4, 66459 Kirkel, Deutschland.

§ 2. Gegenstand des Unternehmens.

(1) Der Gegenstand des Unternehmens ist die Erbringung von entgeltlichen Dienstleistungen, insbesondere kaufmännische Dienstleistungen und Managementleistungen an verbundene Unternehmen und Tochterunternehmen.

Die Gesellschaft kann Patente, Patentrechte, Marken, Warenzeichen, Lizenzen und andere Immaterialgüterrechte erwerben, verwerten und veräußern.

Der Gegenstand des Unternehmens ist ferner die Beteiligungsnahme in jeglicher Form in deutschen und ausländischen Gesellschaften oder Unternehmen, sowie die Verwaltung, das Management, die Kontrolle und die Entwicklung dieser Beteiligungen.

Sie kann Ihre Gelder verwenden zur Gründung, Verwaltung, Verwertung und Abwicklung eines Portfolios, welcher sich zusammensetzt aus jeglichen Sicherheiten und Patenten jeder Herkunft, zur Beteiligung an Gründung, Entwicklung und Kontrolle jeglicher Unternehmen, zum Erwerb durch Einbringung, Zeichnung, Übernahme oder Kaufoption oder anderweitig von jeglichen Sicherheiten und Patenten und sie durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst wie veräußern.

Die Gesellschaft kann den Unternehmen, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist, jegliche Unterstützung, Darlehen, Vorschüsse, oder Garantien gewähren.

Weiterhin kann die Gesellschaft sowohl in Deutschland als auch im Ausland gelegene Immobilien erwerben, belasten, halten, verwalten, verwerten und veräußern.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Die Gesellschaft kann im In- und Ausland Warenhandel betreiben, insbesondere den An- und Verkauf beweglicher Sachen von und an Dritte(n) und von und an Unternehmen, an denen sie direkt oder indirekt beteiligt ist.

Im Allgemeinen kann die Gesellschaft alle industriellen, kommerziellen, finanziellen, beweglichen oder unbeweglichen Handlungen ausüben, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können.

(2) Die Gesellschaft darf alle Geschäfte und Handlungen übernehmen, die dem Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen geeignet sind und soweit sie in diesem Gesellschaftsvertrag nicht ausdrücklich ausgeschlossen sind.

(3) Die Gesellschaft ist berechtigt, Zweigniederlassungen im In- und Ausland zu errichten, Unternehmen zu gründen, zu erwerben oder sich an solchen zu beteiligen.

§ 3. Stammkapital.

(1) Das Stammkapital beträgt EUR 131.000,00 und ist vollständig eingezahlt.

(2) Es besteht keine Nachschussverpflichtung. Die Gesellschafter sind zur Leistung weiterer Kapitalzahlungen nicht verpflichtet, es sei denn, die Gesellschafter beschließen dies durch einstimmigen Gesellschafterbeschluss.

§ 4. Verfügung über Geschäftsanteile.

(1) Die Verfügung über Geschäftsanteile oder einen Teil davon bedarf zu ihrer Wirksamkeit der schriftlichen Zustimmung der Gesellschafter mit mindestens $\frac{3}{4}$ des stimmberechtigten Kapitals.

Dies gilt auch für die Einräumung von Unterbeteiligungen, Übertragungen im Rahmen von Umwandlungen nach dem UmwG und die Begründung von Rechtsverhältnissen, aufgrund derer ein Gesellschafter seinen Anteil ganz oder teilweise als Treuhänder eines anderen hält oder die Ausübung seiner Gesellschafterrechte an die Zustimmung eines anderen bindet, falls dieser nicht selbst Gesellschafter ist.

(2) Ein Gesellschafter, der seinen Geschäftsanteil zu veräußern beabsichtigt, ist verpflichtet, ihn zuvor den anderen Gesellschaftern in notarieller Form zum Erwerb anzubieten. Diese können das Angebot innerhalb eines Monats ab Zugang im Verhältnis ihrer Beteiligung am Stammkapital annehmen.

Soweit ein Erwerbsberechtigter von seinem Erwerbsrecht nicht oder nicht fristgerecht Gebrauch macht, steht es wiederum binnen Monatsfrist den übrigen Gesellschaftern im Verhältnis ihrer Beteiligung am Stammkapital zu, nachdem der die Veräußerung beabsichtigende Gesellschafter ihnen die Nichtausübung mitgeteilt hat. Die Anteile sind auf volle EUR 50,00 nach unten abzurunden und kein Anteil darf sich auf weniger als EUR 250,00 belaufen. Danach verbleibende Spitzenbeträge stehen dem zu, der das Erwerbsrecht als erster ausgeübt hat.

(3) Wird das Erwerbsrecht nicht oder nur zum Teil ausgeübt, ist der Gesellschafter berechtigt, den Geschäftsanteil abweichend von Abs. 1 ohne Zustimmung der Gesellschafter zu veräußern. Jedoch steht den anderen Gesellschaftern im Verhältnis ihrer Beteiligung am Kapital der Gesellschaft ein Vorkaufsrecht zu, falls der Kaufpreis niedriger ist als der nach Abs. 2 geforderte. Abs. 2 Satz 3 ff gelten entsprechend.

(4) Der Verkäufer hat unverzüglich sämtlichen Vorkaufsberechtigten eine vollständige beglaubigte Abschrift des mit dem Käufer abgeschlossenen Vertrages zu übersenden. Das Vorkaufsrecht kann nur innerhalb eines Monats seit dessen Zugang und nur durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Verkäufer ausgeübt werden. Geht ein Anteil durch Umwandlung nach dem UmwG oder durch Einbringung oder Anwachsung auf einen Dritten über, ist den anderen Gesellschaftern im Verhältnis ihrer Beteiligung das rechtlich oder wirtschaftlich an die Stelle des übertragenen Anteils tretende Recht einzuräumen und/oder zu übertragen. Die Nichteinräumung binnen einer Frist von 3 Monaten ab dem Übergang rechtfertigt den Beschluss nach § 6.

(5) Das Vorkaufsrecht erstreckt sich auch auf eine Veräußerung, die mit Rücksicht auf ein zukünftiges Erbrecht an einen gesetzlichen Erben erfolgt.

(6) Soweit der zur Veräußerung stehende Geschäftsanteil aufgrund Vorkaufrechts an einen Vorkaufsberechtigten veräußert wird, sind die Gesellschafter gem. § 4 Abs. 1 dieses Vertrages verpflichtet, die für die Veräußerung erforderliche Zustimmung zur Veräußerung an den Erwerber zu erteilen, sofern nicht wichtige Gründe in der Person des Erwerbers dem entgegenstehen.

(7) a) Geht ein Geschäftsanteil eines Gesellschafters von Todes wegen über, so ist der Erwerber des Geschäftsanteils verpflichtet, innerhalb von 6 Wochen seit dem Erbfall alle Gesellschafter schriftlich von diesem Erwerb zu unterrichten und ihnen den Geschäftsanteil zu dem gem. § 13 des Gesellschaftsvertrages zu ermittelnden Preis zum Kauf in notarieller Form anzubieten. Es gelten in entsprechender Anwendung der vorbenannten Absätze 1, 2, 3 und 4 die Regelungen über die Verfügung von Geschäftsanteilen, Einräumung von Unterbeteiligungen, Übertragungen im Rahmen von Umwandlungen und die Begründung von Rechtsverhältnissen, die Regelungen über die Andienungspflicht und das Erwerbsrecht der anderen Gesellschafter sowie die wechselseitigen Informationspflichten und die Fristen.

b) Steht ein Geschäftsanteil mehreren Mitberechtigten ungeteilt zu, so sind diese verpflichtet, spätestens innerhalb von 6 Wochen seit dem Erbfall durch schriftliche Erklärung gegenüber der Gesellschaft einen gemeinsamen Vertreter zur Ausübung ihrer Rechte aus dem Geschäftsanteil zu bestellen; bis zur Bestellung eines gemeinsamen Vertreters ruhen die Rechte aus dem Geschäftsanteil. Wird bis zum Ablauf der vorgenannten 6-Wochenfrist kein gemeinsamer Vertreter benannt, dann ruhen die Rechte bis ein Vertreter bestellt ist.

In diesem Fall gewährt der Geschäftsanteil kein Stimmrecht.

(8) Die Regelungen des § 4 gelten im Übrigen entsprechend bei Tausch und Schenkung von Geschäftsanteilen.

§ 5. Schweigepflicht. Jeder Gesellschafter ist verpflichtet, über vertrauliche Angelegenheiten, die ihm in seiner Eigenschaft als Gesellschafter im Rahmen seiner Tätigkeit für die Gesellschaft zur Kenntnis gelangen, insbesondere über die Jahresabschlüsse sowie die Verhandlungen und Beschlüsse der Gesellschafter Dritten gegenüber Stillschweigen zu bewahren. Diese Verpflichtung besteht auch nach seinem Ausscheiden fort. Die Schweigepflicht gilt nicht für die Vorlage von Jahresabschlüssen der Gesellschaft bei Banken und Kreditauskunfteien. Außerdem darf jeder Gesellschafter vertrauliche Angelegenheiten Angehörigen eines zur Berufsverschwiegenheit verpflichteten steuer-, recht- oder wirtschaftsberatenden Berufes anvertrauen, wenn und soweit dies zur Wahrung seiner eigenen berechtigten Interessen erforderlich ist. Weitere Ausnahmen von der Schweigepflicht können im Einzelfall durch Gesellschafterbeschluss zugelassen werden.

§ 6. Einziehung, Zwangsübertragung.

(1) Die Einziehung ist zulässig.

(2) Die Gesellschafterversammlung kann die Einziehung eines Geschäftsanteils oder seine Übertragung auf die Gesellschafter oder, soweit sie zur Übernahme bereit sind, auf die übrigen Gesellschafter im Verhältnis ihrer Kapitalanteile beschließen, wenn ein Gesellschafter aus wichtigem Grund, insbesondere wegen Verletzung von Verpflichtungen aus diesem Gesellschaftsvertrag, aus der Gesellschaft ausgeschlossen werden kann oder seinen Austritt erklärt. Dem Betroffenen steht dabei kein Stimmrecht zu.

(3) Ein wichtiger Grund liegt insbesondere vor, wenn

a) in den Geschäftsanteil eines Gesellschafters die Zwangsvollstreckung betrieben und nicht innerhalb eines Monats nach Aufforderung, spätestens bis zur Verwertung des Geschäftsanteils, aufgehoben wird; Der Gesellschafter die Richtigkeit seines Vermögensverzeichnisses an Eidesstatt zu versichern hat;

b) über sein Vermögen das Insolvenzverfahren eröffnet worden ist und nicht innerhalb von 3 Monaten seit Eröffnung wieder eingestellt wurde oder die Eröffnung eines solchen Verfahrens mangels Masse abgelehnt wird;

c) er die Gesellschaft kündigt oder aus wichtigem Grund seinen Austritt aus der Gesellschaft erklärt oder Auflösungsklage erhebt;

d) er seinen Geschäftsanteil ganz oder teilweise unter Verletzung des in § 4 Abs. 1 ohne die Zustimmung der übrigen Gesellschafter veräußert oder verpfändet;

e) ein Gesellschafter gegen eine Verpflichtung aus dem Gesellschafterverhältnis verstößt und den Verstoß trotz Abmahnung nicht unverzüglich abstellt;

f) ein wichtiger Grund für die Abberufung des Gesellschafters als Geschäftsführer vorliegt und der Gesellschafter aus diesem Grund abberufen wird.

(4) Die Einziehung wird durch die Geschäftsführung erklärt.

§ 7. Geschäftsführer/Vertretung.

(1) Die Gesellschaft hat einen oder mehrere Geschäftsführer. Ist nur ein Geschäftsführer bestellt, vertritt dieser die Gesellschaft allein. Sind mehrere Geschäftsführer bestellt, wird die Gesellschaft entweder durch zwei Geschäftsführer oder durch einen Geschäftsführer in Gemeinschaft mit einem Prokuristen vertreten; die Gesellschafterversammlung kann die Vertretung abweichend regeln.

(2) Die Gesellschafterversammlung kann auch einzeln oder allen Geschäftsführern gestatten, Rechtsgeschäfte im Namen der Gesellschaft mit sich im eigenen Namen oder als Vertreter eines Dritten vorzunehmen (Befreiung von § 181 BGB).

(3) Vorstehende Regelung der Vertretungsbefugnis einschließlich der Befreiung von § 181 BGB gilt auch für den oder die Liquidatoren.

(4) Der Zustimmung der Gesellschafterversammlung bedürfen im Innenverhältnis:

a) Veräußerung oder Stilllegung des Betriebs oder eines Betriebsteils; Aufgabe eines wesentlichen Tätigkeitsbereichs;

b) der Erwerb und die Veräußerung von Beteiligungen;

c) die Errichtung und Aufhebung von Zweigniederlassungen;

d) der Erwerb von Grundstücken, Grundstücksrechten und Verfügungen darüber sowie entsprechende Verpflichtungsgeschäfte;

e) alle Geschäfte und Handlungen, die der Betrieb der Gesellschaft nicht gewöhnlich mit sich bringt.

Die Gesellschafterversammlung kann durch Einzelanweisung oder Geschäftsordnung weitere Geschäfte von ihrer vorherigen Zustimmung abhängig machen. Die Gesellschafterversammlung kann für die Geschäftsführung eine Geschäftsordnung erlassen.

(5) § 5 dieses Vertrages (Schweigepflicht) gilt für die Geschäftsführer während der Dauer ihres Anstellungsverhältnisses sinngemäß.

(6) Jeder Gesellschafter hat das Sonderrecht stets einen einzelvertretungsberechtigten Geschäftsführer zu berufen. Dieses Recht besteht jedoch nur, sofern der Gesellschafter mindestens 25% der Geschäftsanteile hält und in dem Fall, dass der Gesellschafter die Geschäftsführung nicht selbst wahrnimmt.

§ 8. Haftung der Geschäftsführer.

(1) Verletzt der oder ein Geschäftsführer seine gesetzlichen oder mit dieser Satzung übertragenen Pflichten, so haftet er der Gesellschaft gegenüber für Schäden nur bei Vorsatz und grober Fahrlässigkeit.

(2) Der Haftungsausschluss aus § 9 Abs. 1 gilt nicht für Fällen im Sinne des § 43 Abs. 3 GmbHG.

§ 9 Jahresabschluss/Ergebnisverwendung.

(1) Für die Buchführung und die Bilanzierung gelten die handelsrechtlichen Grundsätze und Vorschriften.

(2) Die Geschäftsführung hat den Jahresabschluss gemäß den gesetzlichen Bestimmungen des Handelsrechts und unter Beachtung der Grundsätze ordnungsmäßiger Buchführung innerhalb der im Handelsgesetzbuch vorgeschriebenen Fristen nach Ablauf des Geschäftsjahres zu erstellen. Die Feststellung des Jahresabschlusses und die Entlastung der Geschäftsführung obliegen der ordentlichen Gesellschafterversammlung.

(3) Die Geschäftsführung ist nicht befugt, außerhalb von der Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß gefasster Beschlüsse, den Gesellschaftern oder ihnen nahestehenden Personen oder Gesellschaften Vorteile irgendwelcher Art vertragsmäßig oder durch einseitige Handlungen zuzuwenden, es sei denn, dass diese Vorteile Gegenstand eines einem Drittvergleich standhaltenden Geschäfts sind und durch eine marktübliche Gegenleistung kompensiert werden. Die Gesellschafter, die solche Zuwendungen empfangen haben oder denen die Zuwendungsempfänger nahestehen, sind zur Rückgabe bzw. zum Wertersatz verpflichtet. Die Rückgabepflicht erstreckt sich auch auf verdeckte Gewinnausschüttungen, die bei den Gesellschaftern die Einkünfte erhöhen.

(4) Die Gesellschafter haben Anspruch auf den Jahresüberschuss (gegebenenfalls zuzüglich eines Gewinnvortrages und abzüglich eines Verlustvortrages) bzw. auf den Bilanzgewinn gem. § 29 Abs. 1 Satz 2 GmbHG, soweit die Gesellschafterversammlung nicht beschließt, das Ergebnis ganz oder teilweise in die Gewinnrücklagen einzustellen oder als Gewinn vorzutragen.

(5) Die Gesellschafterversammlung kann, soweit gesetzlich zulässig, die Ausschüttung einer Abschlagsdividende beschließen, wenn zu erwarten ist, dass der ausschüttungsfähige Gewinn des jeweiligen Geschäftsjahres mindestens den Betrag der Abschlagsdividende erreicht.

(6) Die Verteilung ausschüttender Gewinne erfolgt nach dem Verhältnis der Nennbeträge der Geschäftsanteile.

(7) Der Gewinnanspruch ist nur mit Zustimmung der Gesellschafterversammlung abtretbar und verpfändbar.

§ 10. Gesellschafterversammlung.

(1) Der Gesellschafterversammlung obliegt insbesondere die Beschlussfassung über die

a) In § 7 Abs. 4 genannten Gegenstände;

b) Feststellung des Jahresabschlusses und Beschluss über die Verwendung des Jahresergebnisses;

c) Entlassung der Geschäftsführung;

d) Änderung des Gesellschaftervertrages;

e) Zustimmung über die Verfügung von Geschäftsanteilen, Einziehung und zwangsweise Übertragung;

f) Auflösung der Gesellschaft;

g) bei Maßnahmen, bei denen Rechte der Gesellschaft gegenüber den Geschäftsführern geltend zu machen sind.

(2) Eine Gesellschafterversammlung ist alljährlich innerhalb der jeweils gesetzlichen Frist (§ 42 a Abs. 2, Abs. 1 GmbHG) als ordentliche Gesellschafterversammlung am Gesellschaftssitz abzuhalten, im Übrigen nach Bedarf. Der Abhaltung einer Gesellschafterversammlung bedarf es nicht, wenn sich alle Gesellschafter mit einer schriftlichen, fernmündlichen oder sonstigen Art der Abstimmung einverstanden erklären.

(3) Die Gesellschafterversammlung kann durch jeden Geschäftsführer oder Gesellschafter, die mindestens 5% der Geschäftsanteile halten, durch eingeschriebenen Brief mit Rückschein oder gegen Empfangsbekanntnis an alle Gesellschafter unter Mitteilung der Tagesordnung einberufen werden. Die Einladung muss mindestens zwei Wochen vor dem Tag der Gesellschafterversammlung den Gesellschaftern zugegangen sein. Mit Zustimmung aller Gesellschafter kann auf die Einhaltung der Form und Frist der Einberufung verzichtet werden.

(4) Jeder Gesellschafter kann sich in der Gesellschafterversammlung durch einen schriftlich bevollmächtigten Mitgesellschafter oder durch einen Angehörigen des gesetzlich zur Berufsverschwiegenheit verpflichteten steuer-, rechts- oder wirtschaftsberatenden Berufs vertreten oder begleiten lassen. Den Vorsitz der Gesellschafterversammlung führt der an Jahren älteste Gesellschafter, der bereit ist, die Leitung zu übernehmen.

§ 11. Gesellschafterbeschlüsse.

(1) Über die von den Gesellschaftern zu treffenden Bestimmungen werden Beschlüsse gefasst. Je EUR 50,00 eines Geschäftsanteils gewähren eine Stimme. Für Geschäftsanteile, die der Gesellschaft gehören, ruht das Stimmrecht.

(2) Beschlüsse kommen mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen zustande, falls nicht das Gesetz oder die Satzung eine höhere Mehrheit vorschreiben. Beschlüsse gem. §§ 5 und 6 bedürfen einer Mehrheit von $\frac{3}{4}$ der abgegebenen Stimmen. Die Beschlüsse nach § 2 Abs. 3 und § 4 Abs. 1 bedürfen einer Mehrheit von $\frac{3}{4}$ der insgesamt berechtigten Stimmen.

(3) Bei Beschlüssen betreffend das Anstellungsverhältnis eines Geschäftsführers findet § 47 Abs. 4 Satz 2 GmbHG keine Anwendung, soweit es sich nicht um außerordentliche Rechtsgeschäfte, bspw. eine außerordentliche Kündigung, handelt. Jeder Gesellschafter hat unabhängig von seinen Stimmrechten ein Vetorecht gegen Beschlüsse, die die Vergütung und Bonuszahlungen an die Geschäftsführer betreffen, wenn diese unter der hypothetischen Annahme einer beherrschenden Gesellschafterstellung nach deutschen steuerrechtlichen Bestimmungen eine verdeckte Gewinnausschüttung darstellen würden.

(4) Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens $\frac{3}{4}$ des stimmberechtigten Kapitals anwesend oder vertreten sind. Andernfalls ist, wiederum mit einer Frist von 2 Wochen, eine neue Gesellschafterversammlung einzuberufen, die für die Gegenstände der Tagesordnung der Gesellschafterversammlung in der sich die Beschlussfähigkeit ergeben hat, ohne Rücksicht auf die vertretenden Stimmen beschlussfähig ist. Hierauf ist bei der Einberufung hinzuweisen.

(5) Über die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung ist eine Niederschrift anzufertigen, von dem Vorsitzenden der Gesellschafterversammlung zu unterzeichnen und allen Gesellschaftern in Abschrift zu übersenden. Die Belege über die rechtzeitige Einladung sind aufzubewahren. Bei anderen Beschlüssen ist über den Inhalt, das Abstimmungsverfahren und das Abstimmungsergebnis ein Vermerk anzufertigen, von allen Gesellschaftern zu unterschreiben und allen Gesellschaftern zuzuleiten.

(6) Jeder Gesellschafter ist berechtigt, alle Steuerbescheide, die an die Gesellschaft gerichtet sind, sowie die Betriebsprüfungsberichte einzusehen und von allen Gesellschafterbeschlüssen und Protokollen der Gesellschafterversammlungen eine Abschrift zu verlangen. Für die Ausübung der Kontrollrechte gilt § 10 Abs. 4 entsprechend. Die Gesellschafter können die Kontrollrechte nur selbst, durch gesetzliche Vertreter, durch Mitgesellschafter oder durch einen zur Berufsverschwiegenheit verpflichteten Bevollmächtigten ausüben lassen.

§ 12. Dauer, Kündigung.

(1) Jeder Gesellschafter kann die Gesellschaft - auch ohne Vorliegen eines wichtigen Grundes - zum Ablauf eines Geschäftsjahres durch eingeschriebenen Brief unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Jahr kündigen, erstmals zum 31.12.2018, mit der Rechtsfolge, dass der Kündigende aus der Gesellschaft Austritt.

(2) Die Gesellschaft wird, außer bei Kündigung aus wichtigem Grund wegen Eröffnung eines Insolvenzverfahrens, durch eine Kündigung nicht aufgelöst, sondern von den übrigen Gesellschaftern fortgesetzt.

Der Kündigende ist verpflichtet, seine Geschäftsanteile ganz oder geteilt auf die Gesellschaft, die anderen Gesellschafter entsprechend dem Verhältnis ihrer Geschäftsanteile oder auf von der Gesellschafterversammlung zu benennende Dritte zu übertragen. § 10 Abs. 3 Satz 2 gilt hierfür entsprechend.

(3) Jeder Gesellschafter hat das Recht, sich der Kündigung innerhalb von einer Woche nach Eingang der Kündigung mit Wirkung auf denselben Stichtag anzuschließen.

§ 13. Abfindung.

(1) Scheidet ein Gesellschafter aus der Gesellschaft aus, so hat er Anspruch auf ein Auseinandersetzungsguthaben, das dem objektiven Verkehrswert der Beteiligung abzüglich eines Abschlags von 30% entspricht.

(2) Im Falle des § 4 Abs. 7 lit. a) und b) (Geschäftsanteilübergang von Todes wegen) gilt § 12 Abs. 1 nur insoweit, als dass der Abzug eines Abschlags von 30% entfällt.

(3) Am Geschäftsergebnis des laufenden Geschäftsjahres ist der ausscheidende Gesellschafter zeitanteilig beteiligt.

(4) Kommt eine Einigung der Parteien über den Wert des Abfindungsguthabens nicht zustande, würde dieser von einem Wirtschaftsprüfer, der vom Vorstand des Instituts der Wirtschaftsprüfer e.V. zu benennen ist, für alle Seiten verbindlich nach IDW S1 bzw. dem den IDW S1 ersetzenden Standard festgelegt. Die Kosten des Sachverständigengutachtens werden von dem ausscheidenden Gesellschafter und der Gesellschaft jeweils zur Hälfte getragen.

(5) Der Abfindungsbetrag ist ab dem Stichtag mit dem jeweils gültigen Leitzins zuzüglich 3% zu verzinsen. Er ist in 5 gleichen jeweils zum 30. Juni der Jahre, die dem Stichtag nachfolgen, an den ausscheidenden Gesellschafter anteilig aus-zuzahlen.

§ 14. Geschäftsjahr, Bekanntmachungen.

(1) Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

(2) Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen nur im elektronischen Bundesanzeiger oder in dem an seine Stelle tretenden gesetzlichen Veröffentlichungsmedium.

§ 15. Salvatorische Klausel/Vertragsänderungen.

(1) Sollte eine Bestimmung dieses Vertrages oder eine künftige in ihn aufgenommene Bestimmung ganz oder teilweise unwirksam oder undurchführbar sein oder die Wirksamkeit oder die Durchführbarkeit später verlieren oder sich eine Lücke herausstellen, so soll hierdurch die Gültigkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt werden. Anstelle der unwirksamen oder undurchführbaren Bestimmung oder zur Ausfüllung der Lücke gilt eine angemessene Regelung, die, soweit rechtlich zulässig, dem am nächsten kommt, was die Vertragschließenden gewollt haben oder nach dem Sinn oder Zweck des Vertrages gewollt hätten, falls sie diesen Punkt bedacht hätten.

(2) Betrifft der Mangel notwendige Satzungsbestandteile, so ist eine solche Regelung nach Maßgabe des § 53 Abs. 2 GmbHG zu vereinbaren.

(3) Beschlüsse, die die Änderung des Gesellschaftsvertrages (§ 10 Abs. 1 lit. d) zum Gegenstand haben, bedürfen der Mehrheit von 3/4 der abgegebenen Stimmen. Der Beschluss muss notariell beurkundet werden.

§ 16. Gerichtsstand. Gerichtsstand für alle Auseinandersetzungen der Gesellschafter miteinander und mit der Gesellschaft ist der Sitz der Gesellschaft.“

Zwölfter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, das Mandat von Herr Jérôme SCHÜSSLER, Geschäftsmann, geboren in Saarbrücken (Bundesrepublik Deutschland) am 27. April 1975 und wohnhaft in Am Tannenwald 4, D-66459 Kirkel, als einziger Geschäftsführer der Gesellschaft für einen unbefristeten Zeitraum, und seine Alleinvertretungsbefugnis, sowie seine Befreiung von den Beschränkungen des § 181 des deutschen Bürgerlichen Gesetzbuchs (BGB) zu bestätigen.

Dreizehnter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, Herrn Jérôme SCHÜSSLER, vorbenannt, alle Befugnisse zu erteilen, um die Gesellschaft in der Bundesrepublik Deutschland bei der Durchführung aller Formalitäten in allen administrativen, steuerlichen und anderen Einrichtungen zu vertreten, welche in Bezug auf alle Formalitäten und Handlungen der Verlegung des Sitzes notwendig oder nützlich sind.

Vierzehnter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, Herrn Jérôme SCHÜSSLER, vorbenannt, alle Befugnisse zu erteilen, um die Gesellschaft im Großherzogtum Luxemburg, bei der Durchführung aller Formalitäten in allen administrativen, steuerlichen

und anderen Einrichtungen zu vertreten, welche in Bezug auf alle Formalitäten und Handlungen der Verlegung des Sitzes notwendig oder nützlich sind.

Fünfzehnter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, die Beschlüsse 6-14 an die Bedingung zu binden, dass die Verlegung des Gesellschafts- und Verwaltungssitzes in der Bundesrepublik Deutschland angenommen wird und die Gesellschaft bis spätestens zum 31. März 2016 im deutschen Handelsregister eingetragen wird.

Kosten

Der Betrag der in Zusammenhang mit dieser Urkunde entstandenen Kosten wird auf circa viertausend Euro (4.000.- EUR) geschätzt.

Die vorliegende notarielle Urkunde, ist in Luxemburg am vorgenannten Datum aufgenommen worden.

Nachdem das Dokument der erschienenen Partei laut verlesen wurde, hat besagte erschienene Partei zusammen mit Mir, Notar, die vorliegende notarielle Urkunde unterzeichnet.

Signé: J. Schüssler et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 29 décembre 2015. Relation: 2LAC/2015/30234. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 13 janvier 2016.

Référence de publication: 2016050514/508.

(160008367) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 janvier 2016.

Neuwup 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 191.433.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first of December.

Before Us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

Were taken the written resolutions of the shareholders of Neuwup 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre du Commerce et des Sociétés) under number B 191.433 (the "Company"). The Company has been incorporated pursuant to a deed of the notary Henri HEL-LINCKX, residing in Luxembourg, on the 20th of October 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 3621 of November 28, 2014. The articles of association of the Company (the "Articles") have not been amended since.

THERE APPEARED:

1.- Blue Chip Investments Partner SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185721, represented by its general partner, Mareth Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185665, and

2.- Midnight Investments Partners SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185722, represented by its general partner, Mareth Capital S.à r.l., prenamed,

(together the "Shareholders"),

both here represented by Peggy Simon, employee, residing professionally in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of two powers of attorney given under private seal.

Such powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

- I. the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company;
- II. the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to transfer the registered office of the Company from 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg to 9A rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, with effect as of the date hereof.

Second resolution

The Shareholders resolved to amend and fully restate the Articles, which shall henceforth read as follows:

Chapter I. - Denomination, Object, Duration, Registered office

Art. 1. Form, Corporate name. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of “Neuwup 2 S.à r.l.” (hereinafter the “Company”), which shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular by the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereinafter the “Act”), as well as by these articles of association (hereinafter the “Articles”).

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Schuttrange. The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. Notwithstanding the foregoing, the manager or, should there be two or more managers, the board of managers is hereby authorised to transfer the registered office of the Company to another address within the Grand Duchy of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether for military, political, economic or social reasons, that might prevent normal performance of the activities of the Company at its registered office, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation is normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding said temporary transfer of registered office, will remain a Luxembourg company. Any such decision to temporarily transfer the registered office abroad will be made by the manager or, should there be two or more managers, by the board of managers.

The Company may have offices and branches both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Corporate object. The corporate object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 4. Term. The Company is incorporated for an unlimited term.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share capital. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) Class A shares and twelve thousand five hundred (12,500) Class B shares, with a par value of fifty Cent (0,50 EUR) each, fully paid-up.

In addition to the issued share capital, premium account(s) may be set up into which any premium paid on any share in addition to its value is transferred. The amount in the premium account may be used to provide for the payment of any shares that the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The sole Shareholder (where there is only one Shareholder) or the general meeting of the shareholders (the "General Meeting") may approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the decision of the sole Shareholder (where there is only one Shareholder) or the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the capital contribution account(s) of the Company. The amount recorded in such account(s) may be used to pay any shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by decision of the sole shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 7. Shareholders' rights to distributions. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares issued.

Art. 8. Indivisibility of shares. Vis-à-vis the Company, the Company's shares are indivisible and only one owner is allowed per share. Joint owners must appoint a single person as their representative vis-à-vis the Company.

Art. 9. Transfers of shares & Register of shares. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders acting in a general meeting, representing at least three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders acting in a general meeting and representing at least three quarters of the share capital held by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Any shareholder who transfers, sells, assigns, pledges or otherwise relinquishes one or more of his/her/its shares in the capital of the Company to a third party (or to the Company in the case of a redemption) shall transfer a same proportion of his/her/its convertible instruments stapled to such shares, if any, to that same third party (or the Company, as applicable), in accordance with the terms and conditions of the concerned convertible instruments.

Transfers of shares shall not be valid vis-à-vis the company or third parties until they shall have been notified to the company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690.

A register of shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder during normal working hours upon request.

Art. 10. Repurchase and cancellation / Redemption of shares. The Company shall have power, subject to strict compliance with the provisions of the Act, to acquire shares in its own capital.

Chapter III. - Management

Art. 11. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers. The shareholders may decide to appoint managers of different classes, e.g. one or several class A managers and one or several class B managers.

The managers shall be appointed by the shareholders of the Company at the general meeting which shall also determine the term of their office.

The manager(s) need not be a shareholder(s) of the Company. In the case where there is only one manager, this sole manager has all the powers of the board of managers.

Managers shall be re-eligible. In the event of a vacancy in the office of a manager, the general meeting of the shareholders of the Company shall be convened as soon as practicable in order to appoint a new manager.

Where there are two or more managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

Managers may be removed with or without cause and/or replaced at any time (ad nutum), by resolution adopted by the sole shareholder or as applicable the general meeting of shareholders of the Company.

The board of managers may appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. Such appointed chairman shall preside over all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by one of the managers present and appointed for that purpose. The board

of managers may also appoint a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by any one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting, except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be discussed.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent of each manager transmitted in writing, by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable means of communication.

Notice shall be deemed waived by any manager attending the meeting in person or represented at said meeting.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a resolution previously adopted by the board of managers.

The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. Meetings of the board of managers shall not be held outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by facsimile, telegram, email, telex or any other suitable communication means, another manager as his proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by telephone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction (except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting).

Participation in a meeting by these means is deemed equivalent to participation in person at such meeting.

Votes may also be cast by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means, provided that, in the last case, the vote is confirmed in writing.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s), at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which shall be signed by the managers who attended the meeting. Any transcript of or excerpt from the minutes shall be signed by the chairman or by any two managers of, if several classes of managers have been appointed, by one Class A Manager and one Class B Manager.

Resolutions in writing approved unanimously and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting and shall bear the date of the last signature.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, facsimile, telegram, email, telex or any other suitable telecommunication means.

Art. 12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Act or these Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the sole manager or where there are two or more managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

Art. 13. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, should there be two or more managers, by the joint signature of any two managers of the Company or, in case different classes of managers have been appointed, by the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager.

Art. 14. Sub-Delegation and agent of the managers. The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time subdelegate his or her or its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be a shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be), will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his or her or their agency.

Art. 15. Remuneration of managers. The remuneration of any manager that may be appointed at a later date in addition to or in the place of any of the first managers will be fixed in a resolution adopted by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder (as the case may be).

Art. 16. Liabilities of the managers. The manager or managers (as the case may be) does/do not by reason of his/her/its or their position assume any personal liability in relation to any commitment validly made by him/her/it or them in the name of the Company, provided that such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Act.

Chapter IV. - General meetings of shareholders

Art. 17. Powers of general meetings of shareholder(s). The single shareholder assumes all the powers conferred to the general shareholder's meeting.

Should there be two or more shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares he or she or it owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his or her or its shareholding. Each share shall give right to one vote at the general meeting of shareholder(s).

Unless resolutions are adopted in writing in accordance with article 17, resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a "General Meeting").

The shareholders may be convened to a General Meetings by the board of managers. The board of managers must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice. However, any shareholder who is present at any General Meeting shall be deemed to have received a valid notice.

A shareholder may procure his or her or its representation at any general meeting of shareholders by a proxy given to a proxy holder, who need not be a shareholder, (or, if the shareholder is a legal entity, to its legal representative or representatives) provided that the proxy is given in writing, which may be transmitted by facsimile, e-mail, telegram, telex or any other means of written communication.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing more than half of the issued share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

Resolutions to alter the Articles or to wind up and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders representing at least three-quarters of the Company's issued share capital, subject to the provisions of the Act.

Resolutions of shareholders can, provided that the total number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing. In this case, each shareholder shall be served with an explicit draft of the resolutions to be passed, and shall sign the resolutions. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the board of managers. Each manager shall be entitled to count the votes. Such resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of General Meetings shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the board of managers.

Any reference in these Articles to resolutions of the general meeting of shareholders shall be construed as including the possibility of written resolutions of the shareholders, provided that the total number of shareholders of the Company does not in such event exceed twenty-five (25).

The General Meetings shall be held at the registered office of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. General Meetings shall not be held outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Any shareholder may participate in a General Meetings by telephone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Chapter V. - Financial year, Balance sheet

Art. 18. Financial year. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

Following the end of each financial year, the Company's financial statements shall be prepared and the manager or, where there are two or more managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, a balance sheet and a profit and loss account.

Each shareholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory, the balance sheet and the profit and loss account at the Company's registered office.

Art. 19. Allocation and distribution of the profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general costs, depreciation and expenses, represent the net profits. Five per cent (5%) of the net profits shall be set aside for the establishment of the statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

The balance of the net profits may be freely distributed to the shareholder(s) in proportion to his or her or its shareholding in the Company.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be allocated and it may decide to pay dividends from time to time, as in its discretion it believes best suits the corporate purpose and policy of the Company.

In addition, the sole manager or the board of managers, as the case may be, may decide to pay interim dividends on the basis of interim accounts prepared by the sole manager or the board of managers, as the case maybe, showing that as at a date not older than two months prior to the decision of the sole manager or the board of managers, as the case maybe, sufficient profits are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to unavailable reserves established in accordance with the Act or the Articles.

Chapter VI. - Winding-up, Liquidation

Art. 20. Causes for winding-up. The Company shall not be wound up by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of any one of the shareholders. The Company may be wound up at any time by resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 21. Liquidation. Upon the winding-up of the Company, its liquidation will be carried out by one or more liquidators, who need not be shareholders, appointed by the shareholder(s), who shall determine their powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholder(s), the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 22. Reference is made to the provisions of the Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Third resolution

The Shareholders resolved to acknowledge the resignations of (i) Virginia STRELEN and (ii) Wim RITS as managers of the Company, with effect as of the date hereof.

The Shareholders further resolved to appoint, with effect as of the date hereof for an unlimited duration, (i) Heidi CONNOLLY, born on 28 September 1984 in Luxembourg, with professional address at 9A rue Gabriel Lippmann, L- 5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg as class A manager of the Company, and (ii) Ciaran MCNAMARA, born on 14 April 1964 in Roscommon, Ireland, residing at Seafield Lodge, Seafield Avenue, Monkstown, Co. Dublin, Ireland, as class B manager of the Company.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing parties, the proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-un décembre,

Par-devant Nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont été prises les résolutions écrites des associés de Neuwup 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 15, rue Edward Steichen, L- 2540 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 191.433 (la "Société"). La Société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, de résidence à Luxembourg, en date du 20 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 3621 du 28 novembre 2014. Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont, depuis lors, pas été amendés.

Ont comparu:

1.- Blue Chip Investments Partner S.C.Sp, une société en commandite spéciale, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxem-

bourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185721, représentée par son associé gérant commandité Mareth Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185665, et

2.- Midnight Investments Partners S.C.Sp, une société en commandite spéciale, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185722, représentée par son associé gérant commandité Mareth Capital S.à r.l., susmentionnée,

(ensemble, les «Associés»),

les deux représentés par Peggy Simon, employée, résidant professionnellement au 9, Rabatt, L-6475, Echternach, en vertu de procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter que:

- I. Les Associés détiennent toutes les parts sociales de la Société;
- II. Les Associés ont adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de transférer le siège social de la Société du 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, avec effet à la date des présentes.

Seconde résolution

Les Associés décident d'amender et de totalement reformuler les Statuts, qui auront dès lors la teneur suivante:

Chapitre I^{er} . - Dénomination, Objet, Durée, Siège social

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Par la présente, il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Neuwup 2 S.à r.l." (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schuttrange. Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts. Nonobstant ce qui précède, le gérant ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, le conseil de gérance est autorisé à transférer le siège de la Société à n'importe quel endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer provisoirement le siège social à l'étranger sera prise par le gérant ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, par le conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement de valeurs mobilières de toute espèce, et l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société peut également réaliser toutes les opérations ayant trait directement ou indirectement à l'acquisition de biens immobiliers, de biens et de droits immobiliers au Luxembourg et à l'étranger ainsi que toute participation dans toute entreprise immobilière sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations et avoirs.

La Société peut également donner des garanties, accorder des sûretés, accorder des prêts ou autrement assister les sociétés dans lesquelles la Société a une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également acquérir des prêts, y compris à rabais, créer des prêts et prêter des fonds sous quelque forme que ce soit, avancer des sommes d'argent ou faire crédit à quelque condition que ce soit, y compris sans limitation ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre de participation ou de créance de quelque nature que ce soit à toute personne ou entité qu'elle juge appropriée dans le cadre de toute entreprise immobilière. La Société peut également conclure des opérations de swap, opérations à terme (futures, forwards), opérations sur produits dérivés, options, rachat,

prêts de titres et autres opérations similaires, et, sans préjudice du caractère général de ce qui précède, employer toute technique et tout instrument dans le cadre de ses activités immobilières. La Société peut également conclure toute garantie, tout contrat d'indemnités, toute sûreté et tout autre contrat équivalent afin de recevoir le bénéfice de toute garantie et/ou sûreté accordée dans le cadre de ces activités immobilières. La Société peut assumer tous les rôles nécessaires dans le cadre de cette activité de prêt, y compris sans limitation, le rôle d'arrangeur, de gestionnaire principal, d'agent de facilité, d'agent des sûretés, d'agent de la documentation. La Société ne peut entreprendre de telles activités de prêt immobilier ou d'acquisition de prêt immobilier d'une manière qui l'obligerait à être réglementée vertu de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée, ou de toute loi ou réglementation future modifiant ou remplaçant cette loi.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autres, liées directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

En particulier, la Société fournira notamment aux sociétés dans son portefeuille les services nécessaires à leur administration, contrôle et développement. Pour ce faire, la Société pourra requérir et faire appel à l'assistance d'autres conseillers.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe A et douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de cinquante Centimes (0.50 EUR) chacune, entièrement libérées.

En plus du capital social émis, des comptes prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de leur valeur comptable. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société rachète à son (ses) associé(s), pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes à son (ses) associé(s) ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

L'associé unique (quand il n'y a qu'un seul associé) ou l'assemblée générale des associés (l'"Assemblée Générale") est autorisé à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles parts sociales au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, effectué selon les conditions définies par l'associé unique (quand il n'y a qu'un seul associé) ou l'Assemblée Générale, dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise, devant être enregistré dans un compte de "capital contribution". Le montant alloué sur ledit compte pourra être utilisé pour payer les parts sociales que la Sociétés aura rachetées à ses associés, pour compenser toutes pertes réalisées, pour effectuer des distributions à ses associés ou pourra être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Modification du capital. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique (quand il n'y a qu'un seul associé) ou par une décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 7. Droit de distribution des parts. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 8. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles et un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Transfert des parts et registre des parts sociales. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en Assemblée Générale représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en Assemblée Générale représentant au moins les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des ascendants, à des descendants ou au conjoint survivant.

Tout associé qui transfère, vend, cède, gage ou se dessaisit autrement d'une ou plusieurs parts sociales de la Société au profit d'un tiers (ou de la Société, en cas de rachat de parts sociales) devra, le cas échéant, transférer, à ce tiers (ou à la Société, en cas de rachat de parts sociales), les instruments convertibles liés à ces parts sociales, conformément aux termes et conditions applicables aux instrument convertibles concernés.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Une registre des parts sociales est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

Art. 10. Rachat et annulation des parts sociales. La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la loi.

Chapitre III. - Gérance

Art. 11. Gérance. La Société est gérée par un gérant ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance. Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, par exemple un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

Les gérants sont nommés par une résolution des associés qui fixe la durée de leur mandat.

Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés. Dans le cas où il n'y aurait qu'un seul gérant, ce gérant unique dispose de tous les pouvoirs du conseil de gérance.

Les gérants sont rééligibles. En cas de vacances de postes d'un gérant, les associés seront convoquée dès que possible afin de nommer un nouveau gérant.

Lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Tout gérant peut être révoqué et remplacé à tout moment, ad nutum, par une résolution de l'Assemblée Générale ou par une décision de l'associé unique, selon le cas.

Le conseil de gérance peut désigner parmi ses membres un président qui en cas d'égalité de voix, n'aura pas de voix prépondérante. Ledit président pourra présider toutes les assemblées des conseils de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance pourra être présidé par un gérant présent et nommé à cette occasion. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation faite par n'importe lequel des gérants.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins vingt-quatre (24) heures avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être exposée dans le procès-verbal de réunion du conseil de gérance.

Les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être données aux gérants oralement, par écrit ou par fax, télégramme, email, télex ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par fax, télégramme, email, télex, ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les gérants présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance sont présumés avoir renoncé à leur droit de recevoir une convocation concernant cette réunion.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiennent au siège de la Société, au Grand-Duché de Luxembourg, ou en tout autre lieu situé au Grand-Duché de Luxembourg, déterminé par le conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance ne peuvent se tenir en dehors du Grand-Duché du Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par fax, télégramme, télex ou tout autre moyen de communication approprié, un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Les gérants peuvent assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, visioconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment, à condition qu'à aucun moment une majorité des gérants participant à la réunion ne soit localisée dans le même pays étranger (sauf en cas d'urgence, dont la nature devra être relatée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance).

La participation à une réunion du conseil de gérance par de tels moyen équivaut à être présent en personne à cette réunion.

Les votes pourront également s'exprimer par fax, télégramme, email, télex, ou par tout autre moyen de communication approprié, étant entendu que, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si une majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à condition que, lorsque les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B votent en faveur de la décision.

Les délibérations de chaque réunion du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, signé par les gérants présents. Tout extrait ou copie de procès-verbal devra être signé par le président ou par deux gérants ou, lorsque les plusieurs classes de gérants ont été nommées, par un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Les résolutions écrites approuvées à l'unanimité et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance et portent la date de la dernière signature.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent être documentées soit dans un seul document, soit dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, fax, télégramme, email, télex ou tout autre moyen de communication approprié.

Art. 12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou ces Statuts, à l'Assemblée Générale ou l'associé unique (selon le cas), seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant unique ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et pour réaliser et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

Art. 13. Représentation de la Société. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, par les signatures conjointes de deux (2) gérants ou, lorsque différentes classes de gérants ont été nommées, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Art. 14. Subdélégation et mandats. Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) peut, au cas par cas, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc qui ne doivent pas nécessairement être associés ou gérants de la Société.

Le conseil de gérance ou le gérant unique, selon le cas, détermine les pouvoirs et la rémunération de ces mandataires, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 15. Rémunération des gérants. La rémunération des gérants éventuellement nommés postérieurement en plus ou en remplacement des premiers gérants sera déterminée par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale ou l'associé unique (selon le cas).

Art. 16. Responsabilités des gérants. Le gérant ou les gérants (selon le cas) ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements qu'ils prennent au nom de la Société, à condition que ces engagements ne violent ni les Statuts ni les dispositions de la Loi.

Chapitre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui lui sont conférés par l'Assemblée Générale.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnellement au nombre de parts qu'il détient. Chaque part sociale donne droit à un vote à l'Assemblée Générale.

A moins qu'une décision ne soit adoptée par écrit conformément à l'article 17, les décisions doivent être adoptées lors d'une Assemblée Générale.

Les associés doivent être convoqués à l'Assemblée Générale par le conseil de gérance. Le conseil de gérance devra convoquer une Assemblée Générale sur requête des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée. Toutefois, tout associé présent à l'Assemblée générale sera considéré comme ayant reçu une convocation valable.

Chaque associé est autorisé à se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être associé, pour autant que ce mandataire soit porteur d'une procuration écrite, qui peut être transmise par télécopie, par courriel, télégramme, télex ou par tout autre moyen de communication écrite.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée à la majorité des votes exprimés, sans tenir compte de la proportion de capital social représentée.

Les résolutions relatives à la modification des Statuts ou à la dissolution et à la liquidation de la Société, ne peuvent être adoptées que par la majorité des associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social, conformément aux dispositions de la Loi.

Pour autant que le nombre total d'associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être prises par écrit, au lieu d'être prises lors de l'Assemblée Générale. Dans ce cas, le texte des résolutions à adopter est soumis à chaque associé, qui signera les résolutions. Les associés votent par écrit et doivent retourner leur vote à la Société dans le délai fixé par le conseil de gérance. Chaque gérant peut effectuer le décompte des votes. Ces résolutions prises par écrit, lorsqu'elles sont signées par tous les associés, auront le même effet et la même valeur que des résolutions prises lors d'une Assemblée Générale des associés et porte la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé.

Toute référence dans ces Statuts à des résolutions de l'Assemblée Générale est considérée comme incluant la possibilité des résolutions des associés prises par écrit, pour autant que le nombre total des associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25).

L'Assemblée Générale se tient au siège de la Société, au Grand-Duché de Luxembourg, ou en tout autre lieu situé au Grand-Duché de Luxembourg, déterminé par le conseil de gérance. L'Assemblée Générale ne peut se tenir en dehors du Grand-Duché du Luxembourg.

Tout associé peut participer à l'Assemblée Générale, par téléphone, visioconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment.

Chapitre V. - Exercice social, Comptes annuels

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société, un bilan et le compte de résultats.

Tout associé aura le droit de prendre connaissance des livres de la Société, de l'inventaire mentionné ci-dessus, du bilan et du compte de résultats au siège social.

Art. 19. Réserve légale et distribution du bénéfice. Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il est prélevé, chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) de ce bénéfice net, qui sera affecté à la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être librement distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et peut décider de distribuer des dividendes si elle l'estime opportun au regard de l'objet et de la politique de la Société.

En outre, le gérant unique ou le conseil de gérance, selon le cas, peut décider de verser des acomptes sur dividende sur la base des comptes intermédiaires établis par le gérant unique ou le conseil de gérance, selon le cas, duquel il doit ressortir qu'à une date ne remontant pas à plus de deux mois avant la décision du gérant unique ou du conseil de gérance, selon le cas, un bénéfice suffisant est disponible pour la distribution, étant entendu que les montants à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social clôturé, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter aux réserves indisponibles constituées conformément à la Loi ou aux Statuts.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 20. Causes de Dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, ou de faillite de son associé unique ou de l'un des associés. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'Assemblée Générale délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 21. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le ou les associés qui détermineront les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs. Sauf décision contraire du ou des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, s'il y en a un, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 22. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les présents statuts, il est fait référence à la loi.

Troisième résolution

L'Associé Unique prend acte de la démission de (a) Virginia STRELEN et (b) Wim RITS comme gérants de la Société, avec effet à la date des présentes.

Les Associés décident en outre de nommer, avec effet à la date des présentes, pour une durée indéterminée, (a) Heidi CONNOLLY, née le 28 septembre 1984 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 9A rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg comme gérant de classe A de la Société, et (ii) Ciaran MCNAMARA, né le 14 Avril 1964 à Roscommon, Irlande, et résidant au Seafielde Lodge, Seafielde Avenue, Monkstown, Co. Dublin, Irlande, comme gérant de classe B de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Echternach, à la même date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 05 janvier 2016. Relation: GAC/2016/105. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 14 janvier 2016.

Référence de publication: 2016051485/589.

(160009871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2016.

Neuwup 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 191.435.

In the year two thousand and fifteen, on the thirty-first of December.

Before Us, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

Were taken the written resolutions of the shareholders of Neuwup 3 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-), and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre du Commerce et des Sociétés) under number B 191.435 (the "Company"). The Company has been incorporated pursuant to a deed of the notary Henri HEL-LINCKX, residing in Luxembourg, on the 20th of October 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 3619 of November 28, 2014. The articles of association of the Company (the "Articles") have not been amended since.

THERE APPEARED:

1.- Blue Chip Investments Partner SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185721, represented by its general partner, Mareth Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185665, and

2.- Midnight Investments Partners SCSp, a special limited partnership (société en commandite spéciale) organised under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (Registre de Commerce et des Sociétés) under number B 185722, represented by its general partner, Mareth Capital S.à r.l., prenamed,

(together the "Shareholders"),

both here represented by Peggy Simon, employee, residing professionally in L-6475 Echternach, 9, Rabatt, by virtue of two powers of attorney given under private seal.

Such powers of attorney, after having been signed *ne varietur* by the representative of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to this deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary to record that:

I. the Shareholders hold all the shares in the share capital of the Company;

II. the Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to transfer the registered office of the Company from 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg to 9A rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, with effect as of the date hereof.

Second resolution

The Shareholders resolved to amend and fully restate the Articles, which shall henceforth read as follows:

Chapter I. - Denomination, Object, Duration, Registered office

Art. 1. Form, Corporate name. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Neuwup 3 S.à r.l." (hereinafter the "Company"), which shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular by the Act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereinafter the "Act"), as well as by these articles of association (hereinafter the "Articles").

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in the municipality of Schuttrange. The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders. Notwithstanding the foregoing, the manager or, should there be two or more managers, the board of managers is hereby authorised to transfer the registered office of the Company to another address within the Grand Duchy of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether for military, political, economic or social reasons, that might prevent normal performance of the activities of the Company at its registered office, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation is normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding said temporary transfer of registered office, will remain a Luxembourg company. Any such decision to temporarily transfer the registered office abroad will be made by the manager or, should there be two or more managers, by the board of managers.

The Company may have offices and branches both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 3. Corporate object. The corporate object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 4. Term. The Company is incorporated for an unlimited term.

Chapter II. - Capital, Shares

Art. 5. Share capital. The share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) Class A shares and twelve thousand five hundred (12,500) Class B shares, with a par value of fifty Cent (0,50 EUR) each, fully paid-up.

In addition to the issued share capital, premium account(s) may be set up into which any premium paid on any share in addition to its value is transferred. The amount in the premium account may be used to provide for the payment of any shares that the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The sole Shareholder (where there is only one Shareholder) or the general meeting of the shareholders (the "General Meeting") may approve capital contributions without the issuance of new shares by way of a payment in cash or a payment in kind or otherwise, on the terms and conditions set by the decision of the sole Shareholder (where there is only one Shareholder) or the General Meeting, within the limit prescribed by Luxembourg law and which shall be booked in the capital contribution account(s) of the Company. The amount recorded in such account(s) may be used to pay any shares which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Amendments to the share capital. The share capital may be changed at any time by decision of the sole shareholder (where there is only one shareholder) or by a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 7. Shareholders' rights to distributions. Each share entitles the holder thereof to a fraction of the assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares issued.

Art. 8. Indivisibility of shares. Vis-à-vis the Company, the Company's shares are indivisible and only one owner is allowed per share. Joint owners must appoint a single person as their representative vis-à-vis the Company.

Art. 9. Transfers of shares & Register of shares. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders acting in a general meeting, representing at least three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders acting in a general meeting and representing at least three quarters of the share capital held by the surviving shareholders. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Any shareholder who transfers, sells, assigns, pledges or otherwise relinquishes one or more of his/her/its shares in the capital of the Company to a third party (or to the Company in the case of a redemption) shall transfer a same proportion of his/her/its convertible instruments stapled to such shares, if any, to that same third party (or the Company, as applicable), in accordance with the terms and conditions of the concerned convertible instruments.

Transfers of shares shall not be valid vis-à-vis the company or third parties until they shall have been notified to the company or accepted by it in accordance with the provisions of article 1690.

A register of shares shall be kept at the registered office and may be examined by any shareholder during normal working hours upon request.

Art. 10. Repurchase and cancellation / Redemption of shares. The Company shall have power, subject to strict compliance with the provisions of the Act, to acquire shares in its own capital.

Chapter III. - Management

Art. 11. Management. The Company is managed by one or more managers. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers. The shareholders may decide to appoint managers of different classes, e.g. one or several class A managers and one or several class B managers.

The managers shall be appointed by the shareholders of the Company at the general meeting which shall also determine the term of their office.

The manager(s) need not be a shareholder(s) of the Company. In the case where there is only one manager, this sole manager has all the powers of the board of managers.

Managers shall be re-eligible. In the event of a vacancy in the office of a manager, the general meeting of the shareholders of the Company shall be convened as soon as practicable in order to appoint a new manager.

Where there are two or more managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

Managers may be removed with or without cause and/or replaced at any time (ad nutum), by resolution adopted by the sole shareholder or as applicable the general meeting of shareholders of the Company.

The board of managers may appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. Such appointed chairman shall preside over all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by one of the managers present and appointed for that purpose. The board of managers may also appoint a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by any one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time set for such meeting, except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be discussed.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent of each manager transmitted in writing, by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable means of communication.

Notice shall be deemed waived by any manager attending the meeting in person or represented at said meeting.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a resolution previously adopted by the board of managers.

The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. Meetings of the board of managers shall not be held outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by facsimile, telegram, email, telex or any other suitable communication means, another manager as his proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by telephone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction (except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minutes of the meeting).

Participation in a meeting by these means is deemed equivalent to participation in person at such meeting.

Votes may also be cast by facsimile, telegram, email, telex or by any other suitable communication means, provided that, in the last case, the vote is confirmed in writing.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented.

Decisions of the board of managers shall be validly adopted by a majority of the votes of the managers present or represented, provided that if the shareholders have appointed one or several class A manager(s) and one or several class B manager(s), at least one (1) class A manager and one (1) class B manager votes in favour of the resolution.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which shall be signed by the managers who attended the meeting. Any transcript of or excerpt from the minutes shall be signed by the chairman or by any two managers of, if several classes of managers have been appointed, by one Class A Manager and one Class B Manager.

Resolutions in writing approved unanimously and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting and shall bear the date of the last signature.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, facsimile, telegram, email, telex or any other suitable telecommunication means.

Art. 12. Powers of the managers. All powers not expressly reserved by the Act or these Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the sole manager or where there are two or more managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

Art. 13. Representation of the Company. The Company shall be bound by the sole signature of its sole manager or, should there be two or more managers, by the joint signature of any two managers of the Company or, in case different classes of managers have been appointed, by the joint signature of one (1) class A manager and one (1) class B manager.

Art. 14. Sub-Delegation and agent of the managers. The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time subdelegate his or her or its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be a shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be), will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his or her or their agency.

Art. 15. Remuneration of managers. The remuneration of any manager that may be appointed at a later date in addition to or in the place of any of the first managers will be fixed in a resolution adopted by the general meeting of shareholders or by the sole shareholder (as the case may be).

Art. 16. Liabilities of the managers. The manager or managers (as the case may be) does/do not by reason of his/her/its or their position assume any personal liability in relation to any commitment validly made by him/her/it or them in the name of the Company, provided that such commitment is in compliance with the Articles as well as the applicable provisions of the Act.

Chapter IV. - General meetings of shareholders

Art. 17. Powers of general meetings of shareholder(s). The single shareholder assumes all the powers conferred to the general shareholder's meeting.

Should there be two or more shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares he or she or it owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his or her or its shareholding. Each share shall give right to one vote at the general meeting of shareholder(s).

Unless resolutions are adopted in writing in accordance with article 17, resolutions of the shareholders shall be adopted at a general meeting of shareholders (each a "General Meeting").

The shareholders may be convened to a General Meetings by the board of managers. The board of managers must convene a General Meeting following a request from shareholders representing more than half of the share capital.

Written notice of any General Meeting shall be given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency, in which case the nature and circumstances of such shall be set out in the notice. However, any shareholder who is present at any General Meeting shall be deemed to have received a valid notice.

A shareholder may procure his or her or its representation at any general meeting of shareholders by a proxy given to a proxy holder, who need not be a shareholder, (or, if the shareholder is a legal entity, to its legal representative or representatives) provided that the proxy is given in writing, which may be transmitted by facsimile, e-mail, telegram, telex or any other means of written communication.

Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders representing more than half of the issued share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second General Meeting and the resolutions shall be adopted at the second General Meeting by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented.

Resolutions to alter the Articles or to wind up and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the shareholders representing at least three-quarters of the Company's issued share capital, subject to the provisions of the Act.

Resolutions of shareholders can, provided that the total number of shareholders of the Company does not exceed twenty-five (25), instead of being passed at a general meeting of shareholders, be passed in writing. In this case, each shareholder shall be served with an explicit draft of the resolutions to be passed, and shall sign the resolutions. The shareholders shall vote in writing and return their vote to the Company within the timeline fixed by the board of managers. Each manager shall be entitled to count the votes. Such resolutions passed in writing on one or several counterparts in lieu of General Meetings shall have the force of resolutions passed at a general meeting of shareholders and shall bear the date of the last signature received prior to the expiry of the timeline fixed by the board of managers.

Any reference in these Articles to resolutions of the general meeting of shareholders shall be construed as including the possibility of written resolutions of the shareholders, provided that the total number of shareholders of the Company does not in such event exceed twenty-five (25).

The General Meetings shall be held at the registered office of the Company in the Grand Duchy of Luxembourg or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg as the board of managers may from time to time determine. General Meetings shall not be held outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Any shareholder may participate in a General Meetings by telephone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time.

Chapter V. - Financial year, Balance sheet

Art. 18. Financial year. The Company's financial year starts on 1 January and ends on 31 December of each year.

Following the end of each financial year, the Company's financial statements shall be prepared and the manager or, where there are two or more managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities, a balance sheet and a profit and loss account.

Each shareholder shall have the right to inspect the books and records of the Company, the above inventory, the balance sheet and the profit and loss account at the Company's registered office.

Art. 19. Allocation and distribution of the profits. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general costs, depreciation and expenses, represent the net profits. Five per cent (5%) of the net profits shall be set aside for the establishment of the statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

The balance of the net profits may be freely distributed to the shareholder(s) in proportion to his or her or its shareholding in the Company.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits shall be allocated and it may decide to pay dividends from time to time, as in its discretion it believes best suits the corporate purpose and policy of the Company.

In addition, the sole manager or the board of managers, as the case may be, may decide to pay interim dividends on the basis of interim accounts prepared by the sole manager or the board of managers, as the case maybe, showing that as a date not older than two months prior to the decision of the sole manager or the board of managers, as the case maybe, sufficient profits are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to unavailable reserves established in accordance with the Act or the Articles.

Chapter VI. - Winding-up, Liquidation

Art. 20. Causes for winding-up. The Company shall not be wound up by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of any one of the shareholders. The Company may be wound up at any time by resolution of the general meeting of shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Art. 21. Liquidation. Upon the winding-up of the Company, its liquidation will be carried out by one or more liquidators, who need not be shareholders, appointed by the shareholder(s), who shall determine their powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholder(s), the liquidators shall have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

The surplus (if any) after realisation of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 22. Reference is made to the provisions of the Act for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Third resolution

The Shareholders resolved to acknowledge the resignations of (i) Virginia STRELEN and (ii) Wim RITS as managers of the Company, with effect as of the date hereof.

The Shareholders further resolved to appoint, with effect as of the date hereof for an unlimited duration, (i) Heidi CONNOLLY, born on 28 September 1984 in Luxembourg, with professional address at 9A rue Gabriel Lippmann, L- 5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg as class A manager of the Company, and (ii) Enda WOODS, born on 4 April 1972 in Dublin, Ireland, residing at Villa Mara, Kilmore Avenue, Killiney, Co. Dublin, Ireland, as class B manager of the Company.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder acting on behalf of the appearing parties, the proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le trente-et-un décembre,

Par-devant Nous, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

Ont été prises les résolutions écrites des associés de Neuwup 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 15, rue Edward Steichen, L- 2540 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 191.435 (la "Société"). La Société a été constituée suivant acte reçu par le notaire Henri HELLINCKX, de résidence à Luxembourg, en date du 20 octobre 2014, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 3619 du 28 novembre 2014. Les statuts de la Société (les "Statuts") n'ont, depuis lors, pas été amendés.

Ont comparu:

1.- Blue Chip Investments Partner S.C.Sp, une société en commandite spéciale, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185721, représentée par son associé gérant commandité Mareth Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185665, et

2.- Midnight Investments Partners S.C.Sp, une société en commandite spéciale, constituée et gouvernée par le droit luxembourgeois, ayant son siège social établi au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 185722, représentée par son associé gérant commandité Mareth Capital S.à r.l., susmentionnée,

(ensemble, les «Associés»),

les deux représentés par Peggy Simon, employée, résidant professionnellement au 9, Rabatt, L-6475, Echternach, en vertu de procurations sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les Associés détiennent toutes les parts sociales de la Société;

II. Les Associés ont adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de transférer le siège social de la Société du 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg au 9A, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, avec effet à la date des présentes.

Seconde résolution

Les Associés décident d'amender et de totalement reformuler les Statuts, qui auront dès lors la teneur suivante:

Chapitre I^{er} . - Dénomination, Objet, Durée, Siège social

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Par la présente, il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "Neuwup 3 S.à r.l." (ci-après la "Société") qui sera régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts de la Société (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Schuttrange. Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts. Nonobstant ce qui précède, le gérant ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, le conseil de gérance est autorisé à transférer le siège de la Société à n'importe quel endroit du Grand-Duché de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se produiraient ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer provisoirement le siège social à l'étranger sera prise par le gérant ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, par le conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que le transfert par la vente, l'échange ou autrement de valeurs mobilières de toute espèce, et l'administration, le contrôle et le développement de son portefeuille.

La Société peut également réaliser toutes les opérations ayant trait directement ou indirectement à l'acquisition de biens immobiliers, de biens et de droits immobiliers au Luxembourg et à l'étranger ainsi que toute participation dans toute entreprise immobilière sous quelque forme que ce soit, et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations et avoirs.

La Société peut également donner des garanties, accorder des sûretés, accorder des prêts ou autrement assister les sociétés dans lesquelles la Société a une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également acquérir des prêts, y compris à rabais, créer des prêts et prêter des fonds sous quelque forme que ce soit, avancer des sommes d'argent ou faire crédit à quelque condition que ce soit, y compris sans limitation ceux résultant d'emprunts de la Société ou de l'émission de tout titre de participation ou de créance de quelque nature que ce soit à toute personne ou entité qu'elle juge appropriée dans le cadre de toute entreprise immobilière. La Société peut également conclure des opérations de swap, opérations à terme (futures, forwards), opérations sur produits dérivés, options, rachat, prêts de titres et autres opérations similaires, et, sans préjudice du caractère général de ce qui précède, employer toute technique et tout instrument dans le cadre de ses activités immobilières. La Société peut également conclure toute garantie, tout contrat d'indemnités, toute sûreté et tout autre contrat équivalent afin de recevoir le bénéfice de toute garantie et/ou sûreté accordée dans le cadre de ces activités immobilières. La Société peut assumer tous les rôles nécessaires dans le cadre de cette activité de prêt, y compris sans limitation, le rôle d'arrangeur, de gestionnaire principal, d'agent de facilité, d'agent des sûretés, d'agent de la documentation. La Société ne peut entreprendre de telles activités de prêt immobilier ou d'acquisition de prêt immobilier d'une manière qui l'obligerait à être réglementée vertu de la loi luxembourgeoise du 5 avril 1993 relative au secteur financier, telle que modifiée, ou de toute loi ou réglementation future modifiant ou remplaçant cette loi.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, techniques, financières ou autres, liées directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

En particulier, la Société fournira notamment aux sociétés dans son portefeuille les services nécessaires à leur administration, contrôle et développement. Pour ce faire, la Société pourra requérir et faire appel à l'assistance d'autres conseillers.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe A et douze mille cinq cents (12.500) parts sociales de classe B d'une valeur nominale de cinquante Centimes (0.50 EUR) chacune, entièrement libérées.

En plus du capital social émis, des comptes prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de leur valeur comptable. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société rachète à son (ses) associé(s), pour compenser toutes pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes à son (ses) associé(s) ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

L'associé unique (quand il n'y a qu'un seul associé) ou l'assemblée générale des associés ("Assemblée Générale") est autorisé à approuver les apports en fonds propres sans émission de nouvelles parts sociales au moyen d'un paiement en numéraire ou d'un paiement en nature, ou de toute autre manière, effectué selon les conditions définies par l'associé unique (quand il n'y a qu'un seul associé) ou l'Assemblée Générale, dans les limites prévues par la loi luxembourgeoise, devant être enregistré dans un compte de "capital contribution". Le montant alloué sur ledit compte pourra être utilisé pour payer les parts sociales que la Sociétés aura rachetées à ses associés, pour compenser toutes pertes réalisées, pour effectuer des distributions à ses associés ou pourra être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Modification du capital. Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique (quand il n'y a qu'un seul associé) ou par une décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 7. Droit de distribution des parts. Chaque part sociale donne droit à son détenteur à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 8. Indivisibilité des parts. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles et un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 9. Transfert des parts et registre des parts sociales. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en Assemblée Générale représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en Assemblée Générale représentant au moins les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des ascendants, à des descendants ou au conjoint survivant.

Tout associé qui transfère, vend, cède, gage ou se dessaisit autrement d'une ou plusieurs parts sociales de la Société au profit d'un tiers (ou de la Société, en cas de rachat de parts sociales) devra, le cas échéant, transférer, à ce tiers (ou à la Société, en cas de rachat de parts sociales), les instruments convertibles liés à ces parts sociales, conformément aux termes et conditions applicables aux instrument convertibles concernés.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Une registre des parts sociales est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

Art. 10. Rachat et annulation des parts sociales. La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la loi.

Chapitre III. - Gérance

Art. 11. Gérance. La Société est gérée par un gérant ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance. Les associés peuvent décider de nommer des gérants de différentes classes, par exemple un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B.

Les gérants sont nommés par une résolution des associés qui fixe la durée de leur mandat.

Les gérants ne doivent pas nécessairement être associés. Dans le cas où il n'y aurait qu'un seul gérant, ce gérant unique dispose de tous les pouvoirs du conseil de gérance.

Les gérants sont rééligibles. En cas de vacances de postes d'un gérant, les associés seront convoquée dès que possible afin de nommer un nouveau gérant.

Lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Tout gérant peut être révoqué et remplacé à tout moment, ad nutum, par une résolution de l'Assemblée Générale ou par une décision de l'associé unique, selon le cas.

Le conseil de gérance peut désigner parmi ses membres un président qui en cas d'égalité de voix, n'aura pas de voix prépondérante. Ledit président pourra présider toutes les assemblées des conseils de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance pourra être présidé par un gérant présent et nommé à cette occasion. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation faite par n'importe lequel des gérants.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins vingt-quatre (24) heures avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être exposée dans le procès-verbal de réunion du conseil de gérance.

Les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être données aux gérants oralement, par écrit ou par fax, télégramme, email, télex ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par fax, télégramme, email, télex, ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les gérants présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance sont présumés avoir renoncé à leur droit de recevoir une convocation concernant cette réunion.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiennent au siège de la Société, au Grand-Duché de Luxembourg, ou en tout autre lieu situé au Grand-Duché de Luxembourg, déterminé par le conseil de gérance. Les réunions du conseil de gérance ne peuvent se tenir en dehors du Grand-Duché du Luxembourg.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par fax, télégramme, télex ou tout autre moyen de communication approprié, un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Les gérants peuvent assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, visioconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment, à condition qu'à aucun moment une majorité des gérants participant à la réunion ne soit localisée dans le même pays étranger (sauf en cas d'urgence, dont la nature devra être relatée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance).

La participation à une réunion du conseil de gérance par de tels moyen équivaut à être présent en personne à cette réunion.

Les votes pourront également s'exprimer par fax, télégramme, email, télex, ou par tout autre moyen de communication approprié, étant entendu que, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Le conseil de gérance ne peut valablement délibérer et agir que si une majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les décisions du conseil de gérance sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, à condition que, lorsque les associés ont nommé un ou plusieurs gérants de classe A et un ou plusieurs gérants de classe B, au moins un (1) gérant de classe A et un (1) gérant de classe B votent en faveur de la décision.

Les délibérations de chaque réunion du conseil de gérance sont transcrites dans un procès-verbal, signé par les gérants présents. Tout extrait ou copie de procès-verbal devra être signé par le président ou par deux gérants ou, lorsque les plusieurs classes de gérants ont été nommées, par un gérant de classe A et un gérant de classe B.

Les résolutions écrites approuvées à l'unanimité et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance et portent la date de la dernière signature.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent être documentées soit dans un seul document, soit dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, fax, télégramme, email, télex ou tout autre moyen de communication approprié.

Art. 12. Pouvoirs des gérants. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou ces Statuts, à l'Assemblée Générale ou l'associé unique (selon le cas), seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant unique ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et pour réaliser et approuver tous actes et opérations en relation avec l'objet social dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

Art. 13. Représentation de la Société. La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, par les signatures conjointes de deux (2) gérants ou, lorsque différentes classes de gérants ont été nommées, par les signatures conjointes d'un gérant de classe A et d'un gérant de classe B.

Art. 14. Subdélégation et mandats. Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) peut, au cas par cas, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc qui ne doivent pas nécessairement être associés ou gérants de la Société.

Le conseil de gérance ou le gérant unique, selon le cas, détermine les pouvoirs et la rémunération de ces mandataires, la durée de leur mandat ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 15. Rémunération des gérants. La rémunération des gérants éventuellement nommés postérieurement en plus ou en remplacement des premiers gérants sera déterminée par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale ou l'associé unique (selon le cas).

Art. 16. Responsabilités des gérants. Le gérant ou les gérants (selon le cas) ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements qu'ils prennent au nom de la Société, à condition que ces engagements ne violent ni les Statuts ni les dispositions de la Loi.

Chapitre IV. - Assemblée générale des associés

Art. 17. Pouvoirs de l'Assemblée Générale. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui lui sont conférés par l'Assemblée Générale.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote proportionnellement au nombre de parts qu'il détient. Chaque part sociale donne droit à un vote à l'Assemblée Générale.

A moins qu'une décision ne soit adoptée par écrit conformément à l'article 17, les décisions doivent être adoptées lors d'une Assemblée Générale.

Les associés doivent être convoqués à l'Assemblée Générale par le conseil de gérance. Le conseil de gérance devra convoquer une Assemblée Générale sur requête des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée. Toutefois, tout associé présent à l'Assemblée générale sera considéré comme ayant reçu une convocation valable.

Chaque associé est autorisé à se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire qui ne doit pas nécessairement être associé, pour autant que ce mandataire soit porteur d'une procuration écrite, qui peut être transmise par télécopie, par courriel, télégramme, télex ou par tout autre moyen de communication écrite.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée à la majorité des votes exprimés, sans tenir compte de la proportion de capital social représentée.

Les résolutions relatives à la modification des Statuts ou à la dissolution et à la liquidation de la Société, ne peuvent être adoptées que par la majorité des associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social, conformément aux dispositions de la Loi.

Pour autant que le nombre total d'associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25), les résolutions des associés peuvent être prises par écrit, au lieu d'être prises lors de l'Assemblée Générale. Dans ce cas, le texte des résolutions à adopter est soumis à chaque associé, qui signera les résolutions. Les associés votent par écrit et doivent retourner leur vote à la Société dans le délai fixé par le conseil de gérance. Chaque gérant peut effectuer le décompte des votes. Ces résolutions prises par écrit, lorsqu'elles sont signées par tous les associés, auront le même effet et la même valeur que des résolutions prises lors d'une Assemblée Générale des associés et porte la date de la dernière signature reçue avant l'expiration du délai fixé.

Toute référence dans ces Statuts à des résolutions de l'Assemblée Générale est considérée comme incluant la possibilité des résolutions des associés prises par écrit, pour autant que le nombre total des associés de la Société n'excède pas vingt-cinq (25).

L'Assemblée Générale se tient au siège de la Société, au Grand-Duché de Luxembourg, ou en tout autre lieu situé au Grand-Duché de Luxembourg, déterminé par le conseil de gérance. L'Assemblée Générale ne peut se tenir en dehors du Grand-Duché de Luxembourg.

Tout associé peut participer à l'Assemblée Générale, par téléphone, visioconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment.

Chapitre V. - Exercice social, Comptes annuels

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le gérant ou, lorsqu'il y a deux ou plusieurs gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société, un bilan et le compte de résultats.

Tout associé aura le droit de prendre connaissance des livres de la Société, de l'inventaire mentionné ci-dessus, du bilan et du compte de résultats au siège social.

Art. 19. Réserve légale et distribution du bénéfice. Les bénéfices bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il est prélevé, chaque année, un montant égal à cinq pour cent (5%) de ce bénéfice net, qui sera affecté à la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être librement distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

L'Assemblée Générale décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et peut décider de distribuer des dividendes si elle l'estime opportun au regard de l'objet et de la politique de la Société.

En outre, le gérant unique ou le conseil de gérance, selon le cas, peut décider de verser des acomptes sur dividende sur la base des comptes intermédiaires établis par le gérant unique ou le conseil de gérance, selon le cas, duquel il doit ressortir qu'à une date ne remontant pas à plus de deux mois avant la décision du gérant unique ou du conseil de gérance, selon le cas, un bénéfice suffisant est disponible pour la distribution, étant entendu que les montants à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social clôturé, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter aux réserves indisponibles constituées conformément à la Loi ou aux Statuts.

Chapitre VI. - Dissolution, Liquidation

Art. 20. Causes de Dissolution. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, ou de faillite de son associé unique ou de l'un des associés. La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution de l'Assemblée Générale délibérant dans les formes requises pour la modification des Statuts.

Art. 21. Liquidation. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par le ou les associés qui détermineront les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs. Sauf décision contraire du ou des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et du paiement des dettes, s'il y en a un, est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 22. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique dans les présents statuts, il est fait référence à la loi.

Troisième résolution

L'Associé Unique prend acte de la démission de (a) Virginia STRELEN et (b) Wim RITS comme gérants de la Société, avec effet à la date des présentes.

Les Associés décident en outre de nommer, avec effet à la date des présentes, pour une durée indéterminée, (a) Heidi CONNOLLY, née le 28 septembre 1984 à Luxembourg, ayant son adresse professionnelle au 9A rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg comme gérant de classe A de la Société, et (ii) Enda WOODS, né le 4 avril 1972 à County Dublin, Irlande, résidant à Villa Mara, Kilmore Avenue, Killiney, Co. Dublin, Irlande, comme gérant de classe B de la Société.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Echternach, à la même date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 05 janvier 2016. Relation: GAC/2016/106. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 14 janvier 2016.

Référence de publication: 2016051486/589.

(16009870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2016.

DermaScience S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse München.

R.C.S. Luxembourg B 203.200.

STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the sixth of January

Before the notary Maître Jean SECKLER, residing in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg),

Appeared:

- Mr. Dimitrios MORAITIS, Doctor in medicine, residing in 4B, Orfeos Street, GR-14578 Athens (Greece).

- Mrs. Penelope TYMPANIDOU, Doctor in medicine, residing in 4B, Orfeos Street, GR-14578 Athens (Greece).

Both represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, by virtue of powers of attorney.

The said powers of attorney, initialled ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration

The appearing parties asked the acting notary to certify that below are the statutes of a société à responsabilité limitée, which they declare that they jointly form:

Section I. Name - Registered Office - Corporate Object - Term - Share capital

Art. 1. A Luxembourg registered société à responsabilité limitée, which will be governed by the relevant laws and by these statutes, is formed by the appearing parties between the current owners of the shares created below and all those who may subsequently become owners.

Art. 2. The purpose of the Company is to procure services related to outpatient clinics mainly dermatology clinics including general dermatology, skin cancer screening and management, diagnosis and management of all skin disease both acute and chronic. The Company will also provide the full range of cosmetic dermatology services, such as botulinum toxin, dermal fillers, chemical peels, laser treatment applications (fractional laser, Alexandrite, Q switched), radiofrequencies, and thread lift, acne scarring treatment, face and body sculpting.

It will be also involved in training junior physicians on diagnosis and management of common skin disease as well as training on the cutting edge cosmetic dermatology minimally invasive procedures.

It will be involved on the trading medical device and therapeutic products both topical and health supplements and it will employ surgeons for treatment of related disease.

The Company may express interest, by all means (in any way like cash, merger, talking participations, absorption, financial intervention or in any other way) for any business, institution or company having a similar or identical object considered to facilitate, even indirectly, the achievement of its object.

It may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, to acquire by way of investment, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever securities and patents to realize them by way of sale, transfer, exchange, or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

The Company may also undertake any commercial, industrial and financial transaction, which it might deem useful for the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The Company takes the name of “DermaScience S.à.r.l.”.

Art. 4. The registered office is established in Luxembourg-City. It can be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a simple decision of the partners. The company can open agencies or branches in any other locations in the country or abroad.

Art. 5. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 6. the Company’s share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by one hundred (100) company shares, each with a nominal value of one hundred twenty-five Euro (EUR 125.-).

Each company share gives the right to one vote in the deliberations of the ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. Each company share gives the right to a fraction of the company assets and profits, in proportion to the total number of shares.

Art. 8. The company shares can be freely transferred between the partners. They can only be transferred to non-partners with the consent of the partners’ general meeting representing at least three quarters of the company capital.

Section II. Administration - General Meeting

Art. 9. The Company is administered and managed by one or more managers, partners or otherwise, in return for payment or free of charge, appointed by the general meeting of partners, which defines their powers. They can be dismissed at any time by the partners’ meeting.

Unless the partners decide otherwise, the manager or managers have all necessary powers to act in the name of the company under all circumstances.

As simple representatives of the company, the manager(s) take on no personal obligation due to their position concerning the commitments properly taken by them in the name of the company; they shall only be responsible for the execution of their mandate.

Art. 10. Each partner may take part in collective decisions whatever the number of shares held.

Each partner has a number of votes equal to the number of shares held or represented; each partner can be validly represented at meetings by the bearer of a special power of attorney.

Art. 11. Collective decisions are only validly taken if they are adopted by partners holding more than half of the company capital.

Collective decisions concerning an amendment of the statutes must be taken by a majority of the partners representing three quarters of the company capital.

Section III. Financial year - Distribution of profits

Art. 12. The financial year begins on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year, with the exception of the first financial year, which starts on the date of formation and ends on the thirty-first of December two thousand and fifteen.

Art. 13. Each year, when the financial year is closed, the company accounts are closed and the administration draws up the company accounts, in accordance with the legal provisions in force.

Art. 14. Any partner can obtain information on the inventory and the balance sheet at the registered office of the company.

Art. 15. Any balance sheet surplus, after deduction of social security costs, depreciation and write-downs deemed necessary or useful by the partners, constitutes the net profit of the company.

Following the allocation to the legal reserve, the balance is freely available to the partners.

Section IV. Dissolution - Liquidation

Art. 16. The Company shall not be dissolved by the death, suspension, bankruptcy or ruin of a partner.

Art. 17. The creditors, beneficiaries or heirs of a partner may not, for any reason whatsoever, place under seal the assets and documents of the company, nor interfere in any way in the acts of administration; in order to exercise their rights, they must abide by the values shown in the last balance sheets and inventories of the company.

Art. 18. In the event of the dissolution of the company, the liquidation shall be performed by one or more liquidators, partners or otherwise, appointed by the partners, who shall define their powers and emoluments.

General provision

Art. 19. For all points not specified in these statutes, the parties shall refer and submit to the legal provisions in force governing a société à responsabilité limitée.

Transitory dispositions

1.- The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31st of December 2016.

Subscription and payment

The articles of association having thus been established, 50 shares have been subscribed by Mr. Dimitrios MORAITIS, prenamed and 50 shares have been subscribed by Mrs. Penelope TYMPANIDOU, prenamed.

All the one hundred (100) shares have been fully paid up by payment in cash so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) is from this day on at the free disposal of the Company and proof thereof has been given to the undersigned notary, who expressly attests thereto.

Costs

The amount of the costs, expenses, remunerations and charges of any nature, to be paid by the company for its formation, stands at approximately one thousand two hundred Euro (EUR 1,200.-).

Extraordinary general meeting Decisions taken by the shareholders

The aforementioned appearing parties, representing the whole of the subscribed share capital, have adopted the following resolutions:

- I. The registered seat of the Company shall be in L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse München.
 - II. The following persons are appointed as managers for an unlimited period:
 - Mr. Dimitrios MORAITIS, Doctor in medicine, residing in 4B, Orfeos Street, GR-14578 Athens (Greece).
 - Mrs. Penelope TYMPANIDOU, Doctor in medicine, residing in 4B, Orfeos Street, GR-14578 Athens (Greece).
- The company is validly bound in all circumstances by the joint signature of the two managers.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read in the language of the appearing person, acting as said before, known to the notary by surname, Christian name, civil status and residence, the said mandatory signed together with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille seize, le six janvier.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg),

Ont comparu:

- Monsieur Dimitrios MORAITIS, docteur en médecine, demeurant à 4B, Orfeos Street, GR-14578 Athènes (Grèce).
- Madame Penelope TYMPANIDOU, docteur en médecine, demeurant à 4B, Orfeos Street, GR-14578 Athènes (Grèce).

Tous les deux représenté par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, en vertu de deux procurations données sous seing privés.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisée avec elles

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Titre I^{er} . Dénomination - Siège social - Objet - Durée - Capital social

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois qui sera régie par les lois y relatives ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. L'objectif de la Société est de procurer des services aux cliniques externes principalement à des cliniques dermatologiques incluant la dermatologie générale, le dépistage du cancer de la peau et son traitement, le diagnostic et le traitement de toutes formes de maladies de la peau, aigues et chroniques. La Société procurera également toute la gamme de services de dermatologie cosmétique, comme la toxine botulique, remplissage cutané, gommage chimique, traitement laser (laser ciblé, Alexandrite, Qswitched), fréquences radio, lifting par fil, traitement des cicatrices liées à l'acné, réparation du corps et du visage.

La Société sera aussi engagée dans la formation des étudiants dans le diagnostic et le traitement des principales maladies de la peau, et également la formation dans la recherche de pointe en dermatologie cosmétique, tout au moins, les procédures invasives.

La Société sera engagée dans le marché des outils médicaux et les produits thérapeutiques, thématiques et produits naturels, et elle emploiera des chirurgiens pour le traitement de ces maladies précitées.

La Société peut exprimer tout intérêt dans tous les sens du terme (quel que soit la forme de l'argent, fusion, prise de participation, absorption, intervention financière, ou de toute autre forme) dans toutes affaires, institutions au entreprise ayant un objet similaire ou identique ou envisage afin de faciliter, même indirectement la réalisation de son objectif.

La Société pourra employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et valeurs mobilières de toute origine, participer à la création, au développement, et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation, et de toute autre manière, tous titres et droits et les aliéner par vente, échange ou encore autrement; la société pourra octroyer aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, et financières susceptibles de favoriser l'accomplissement des activités décrites ci-dessus.

Art. 3. La société prend la dénomination de «DermaScience S.à r.l.»

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés. La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

Art. 5. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle du nombre des parts existantes dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Titre II. Administration - Assemblée Générale

Art. 9. La société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits, nommés par l'assemblée des associés, qui fixe leurs pouvoirs. Ils peuvent à tout moment être révoqués par l'assemblée des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

En tant que simple mandataire de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts lui appartenant.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente; chaque associé peut se faire représenter valablement aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux présents statuts doivent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Titre III. Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 12. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 13. Chaque année, à la clôture de l'exercice, les comptes de la société sont arrêtés et la gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugées nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition des associés.

Titre IV. Dissolution - Liquidation

Art. 16. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 17. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaires de la société.

Art. 18. En cas de dissolution de la société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Disposition générale

Art. 19. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur régissant les sociétés à responsabilité limitée.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés 50 des parts sociales ont été souscrites par l'associé Monsieur Dimitrios MORAITIS, prénommé, et 50 des parts sociales ont été souscrites par l'associée Madame Penelope TYMPANIDOU, prénommée,

Les cent (100) parts sociales ont été entièrement libérées moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille deux cent euros (EUR 1.200,-).

Assemblée générale des associés Décisions des associés

Les comparants prédésignés, représentant l'intégralité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

I. Le siège social de la société est fixé à L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse München

II. Les personnes suivantes sont nommées au poste de gérant pour une durée indéterminée:

- Monsieur Dimitrios MORAITIS, docteur en médecine, demeurant à 4B, Orfeos Street, GR-14578 Athènes (Grèce).
- Madame Penelope TYMPANIDOU, docteur en médecine, demeurant à 4B, Orfeos Street, GR-14578 Athènes (Grèce).

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux gérants.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française; à la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 12 janvier 2016. Relation GAC/2016/375. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2016053535/232.

(160013528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 janvier 2016.

Rocket Internet Capital Partners Founder SCS, Société en Commandite simple.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 195.746.

Extrait des résolutions de l'actionnaire unique de la société RI Capital S.à r.l. du 3 avril 2015

1. L'Associé Unique décide de changer la dénomination sociale de son associé gérant commandite de RI Capital S.à r.l. en Rocket Internet Capital Partners Lux Sarl.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 JANVIER 2016.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016059055/15.

(160019527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} février 2016.

Mercer PE General Partner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 161.491.

Auszug aus dem Protokoll der ordentlichen Hauptversammlung vom 15. Januar 2016

Am 15. Januar 2016 um 14.00 Uhr kamen am Gesellschaftssitz die Aktionäre obiger Gesellschaft zusammen.

Nach Feststellung der Rechtsgültigkeit, werden folgende Beschlüsse einstimmig gefasst:

Die Geschäftsführungsmandate der Mitglieder Herrn Jens Höllermann sowie Frau Dr. Anja-Isabel Bohnen werden für ein weiteres Jahr verlängert und enden mit der im Jahr 2016 stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre.

Herr Christoph Bigger, wohnhaft in Gartenstraße 12, CH-8304 Wallisellen, wird anstelle von Herrn Sascha Zeitz, zum Mitglied des Geschäftsführungsrates ernannt bis zur im Jahre 2016 stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers PricewaterhouseCoopers, Société Coopérative wird um ein Jahr und damit bis zum Ablauf der im Jahr 2016 stattfindenden ordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre verlängert.

Die Namensänderung des Teilhabers der Gesellschaft von „SCM Strategic Capital Management AG“ zu „Mercer Private Markets AG“ wird zur Kenntnis genommen.

Luxemburg, den 18.01.2016.

Mercer PE General Partner S. à r.l.

Référence de publication: 2016054491/22.

(160013833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 janvier 2016.
